

Trousse d'apprentissage pour un **journalisme éthique** dans le **domaine** du **genre** et des **politiques** au **sein** des **médias**

Volume 2: **Ressources pratiques**



Trousse d'apprentissage pour un journalisme éthique dans le domaine du genre et des politiques au sein des médias

Volume 2: Ressources pratiques



Éditrices

Sarah Macharia et Pamela Morinière

Réviseur

Philip Lee

Collaborations

Volume 1

I. Raison d'être. *Ammu Joseph*

II. Le genre et le journalisme d'aujourd'hui. *Dr. Sarah Macharia*

III. Études de cas

1. Lignes directrices relatives à la représentation des genres chez les radiodiffuseurs canadiens. *Dr. Kathleen Cross*
2. Code de déontologie des médias relatif au genre en Tanzanie. *Gladness Munuo Hemedi*
3. Donner une voix, une visibilité et une emprise à l'égalité entre les sexes. *Sabina Zaccaro*

Volume 2

Lignes directrices sur les reportages éthiques en matière de genre

- | | | |
|---|---|--|
| 1. Le changement climatique.
<i>Marcela Gabioud</i>
et <i>Claudia Florentin</i> | 4. Santé : Santé sexuelle et reproductive.
<i>Marcela Gabioud</i>
et <i>Claudia Florentin</i> | 6. Paix et sécurité.
<i>Sharon Bhagwan Rolls</i> |
| 2. Les catastrophes. <i>Suvendrini Kakuchi</i> | 5. Les droits humains des femmes : La traite de personnes.
<i>Marcela Gabioud</i>
et <i>Claudia Florentin</i> | 7. Politique et gouvernement : Reportages sur les femmes assumant des charges publiques
<i>Marcela Gabioud</i>
et <i>Claudia Florentin</i> |
| 3. Actualités économiques : Tenir compte des femmes. <i>Ammu Joseph</i> | | 8. La violence à l'égard des femmes : Reportages sur la violence sexuelle. <i>Mindy Ran</i> |

Chercheuses associées

Patty Eddu

Federica Caso

Soutien financier

 **BROT FÜR ALLE**



 **WACC**

communication pour
TOUTES
et **TOUS**



Anon

Une publication de l'Association mondiale pour la communication chrétienne (WACC, sous son sigle anglais), <http://www.waccglobal.org/fr.html> et de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), www.ifj.org. 2012

Conception graphique : Brad Collicott

Placé sous licence Creative Commons (Paternité – Pas d'utilisation commerciale – Pas de travaux dérivés 2.5). Pas d'utilisation commerciale. Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales. Vous n'avez pas le droit de modifier, de transformer ou d'adapter cette création. À chaque réutilisation ou distribution de cette création, vous devez faire apparaître clairement au public les conditions contractuelles de sa mise à disposition. Votre droit d'utilisation équitable et autres droits ne sont en rien affectés par cette licence.

N.d.T. Veuillez noter que l'utilisation du masculin dans le présent document a pour seul but d'alléger le texte et s'applique sans discrimination aux personnes des deux sexes.

Tables des matières

Préambule	3
Lignes directrices sur les reportages éthiques en matière de genre	
1. Le changement climatique	8
Principaux concepts	8
Exemple : Analyse d'un reportage.	9
Point de mire : Les dimensions liées au genre du changement climatique	11
Lignes directrices : Reportages sur le changement climatique	13
Bibliographie et sources de références supplémentaires.	14
2. Les catastrophes	15
Exemple : Analyse d'un reportage.	15
Point de mire : L'expérience personnelle d'une journaliste couvrant les catastrophes selon une optique tenant compte du genre	17
Lignes directrices : Reportages sur les catastrophes	19
Bibliographie et sources de références supplémentaires	20
3. Actualités économiques : Tenir compte des femmes	21
Exemple : Analyse d'un reportage.	21
Point de mire : Le travail des femmes dans le secteur informel	25
Lignes directrices : Reportages sur l'économie	28
Bibliographie et sources de références supplémentaires.	30
4. Santé : Santé sexuelle et reproductive	31
Exemple : Analyse d'un reportage.	31
Point de mire : Facteurs à considérer pour un journalisme inclusif et diversifié	33
Lignes directrices : Reportages sur la santé sexuelle et reproductive, y compris l'interruption volontaire de grossesse	35
Bibliographie et sources de références supplémentaires.	37

Trousse d'apprentissage pour un **journalisme éthique** dans le **domaine** du **genre** et des **politiques** au **sein** des **médias**

Volume 2: **Ressources pratiques**



5.	Les droits humains des femmes : La traite de personnes	38
	Principaux concepts	38
	Exemple : Analyse d'un reportage.	39
	Lignes directrices : Droits humains des femmes	
	– reportages sur la traite de personnes	41
	Bibliographie et sources de références supplémentaires.	43
6.	Paix et sécurité	44
	Exemple : Analyse d'un reportage.	44
	Point de mire : Apprendre des initiatives médiatiques féministes	47
	Lignes directrices : Reportages sur la paix et la sécurité.	49
	Bibliographie et sources de références supplémentaires.	50
7.	Politique et gouvernement : Reportages sur les femmes	
	assumant des charges publiques	51
	Exemple : Analyse d'un reportage.	51
	Point de mire : Faits, tendances et répercussions de la couverture	
	médiatique portant sur les femmes au gouvernement.	54
	Lignes directrices : Reportages sur la politique et	
	les gouvernements	55
	Bibliographie et sources de références supplémentaires.	56
8.	La violence à l'égard des femmes : Reportages sur la violence sexuelle.	57
	Exemple : Analyse d'un reportage.	57
	Point de mire : Les défis de couvrir la violence à l'égard des femmes	59
	Lignes directrices : Reportages sur la violence (sexuelle)	
	à l'égard des femmes	61
	Bibliographie et sources de références supplémentaires.	63
	Ressources	65

Préambule



Cette *Trousse d'apprentissage pour un journalisme éthique dans le domaine du genre et des politiques au sein des médias* est issue de la collaboration entre l'Association mondiale pour la communication chrétienne (WACC, selon son sigle en anglais) et la Fédération internationale des journalistes (FIJ). La trousse vise à éliminer les disparités liées aux genres dans le contenu présenté par les médias d'information.

En 1995, le Plan d'action de Beijing appelait à plus de sensibilité à l'égard des genres dans les médias et à l'instauration de mécanismes d'autoréglementation afin d'éliminer la programmation empreinte de préjugés sexistes. Depuis, on remarque peu de progrès quant à ces enjeux. Les recherches comme le Projet mondial de monitoring des médias (GMMP, selon le sigle anglais) démontrent à quel point les femmes demeurent marginalisées dans les actualités. En 2010, le GMMP¹ révélait que les femmes ne constituent que 24 p. cent des personnes que l'on entend, desquelles on parle et que l'on voit dans les nouvelles.

La FIJ a lancé l'Initiative pour un journalisme éthique (IJE)² afin de contester la discrimination qui persiste dans les nouvelles et pour rapprocher les journalistes de leur mission en mettant en vigueur des normes fondamentales au chapitre de l'éthique. Pour arriver à maintenir la qualité du travail des médias tout en restaurant la confiance du public envers les nouvelles, on a déterminé quelques pistes de solution, parmi lesquelles : contester le sensationnalisme et les stéréotypes, vérifier les faits, respecter les codes de conduite, soutenir les entités d'autoréglementation indépendantes. Si les médias aspirent à refléter adéquatement le rôle des femmes dans la société, alors il faut mettre en priorité la juste représentation des genres. L'utilisation massive des médias sociaux, des blogues ainsi que le développement des actualités en ligne doivent être pris en compte. On témoigne de nombreux exemples où l'on omet de présenter les questions liées au genre de manière équitable ou exacte. Qui plus est, il existe bien peu d'initiatives travaillant à développer des normes éthiques ou à éviter l'emploi de stéréotypes injustes et éculés.

Cette trousse d'apprentissage vise à combler le fossé existant entre les genres dans le contenu des actualités et l'absence de mécanismes d'autoréglementation qui contestent les préjugés sexistes. Elle est présentée en deux volets pouvant être consultés de manière distincte. Le *Volume 1* aborde les questions conceptuelles relatives au genre, aux médias et à l'éthique professionnelle. Le *Volume 2* présente des directives en matière de reportage éthique en matière de genre lié à divers thèmes.

À quel point l'éthique en matière de genre est-elle primordiale à la pratique journalistique au sein de sociétés démocratiques? Quelles sont les incidences de l'adoption d'un point de vue sensible au genre dans le cadre des reportages? Que nous révèle actuellement le portrait du genre dans les médias mondiaux et comment s'est-il est transformé depuis 1995? Dans quelle mesure les codes de

-
1. Le GMMP est une recherche longitudinale d'envergure mondiale et une initiative de revendication portant sur le genre dans les médias. Le GMMP est coordonné par la WACC. À partir de 1995, la recherche a été menée selon des cycles de cinq ans. Elle vise à surveiller les changements dans le contenu des médias d'information en fonction d'une série d'indicateurs liés au genre. Au cours de la quatrième édition du GMMP en 2010, 108 pays ont participé à la collecte de données. Le rapport est disponible à http://www.whomakesthenews.org/images/stories/website/gmmp_reports/2010/global/gmmp_global_report_fr.pdf.
 2. IIFJ.org - FIJ Global - FIJ Global - Initiative de journalisme éthique.

déontologie journalistique prescrivent-ils l'intégration des enjeux liés au genre dans la pratique médiatique? Ces questions et bien d'autres encore sont abordées dans le *Volume 1*, axé sur les questions conceptuelles relatives au genre, aux médias et à l'éthique professionnelle. Le *Volume 1* comporte également des études de cas relatant les expériences du Canada et de la Tanzanie dans l'adoption et la mise en œuvre de codes médiatiques centrés sur le genre. Une troisième étude de cas se penche sur l'initiative novatrice menée par l'Inter Press Service, où l'on s'attarde aux reportages sur l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes en fonction du troisième objectif du Millénaire pour le développement (OMD3). On peut dégager de toutes les études de cas les apprentissages observés pendant les processus entrepris. Le *Volume 1* intéressera les décisionnaires des médias ainsi que les acteurs de la société civile qui souhaitent l'adoption ou l'amélioration des politiques médiatiques relatives au genre.

Par ailleurs, le *Volume 2* est plus particulièrement destiné aux praticiens des médias – journalistes, reporters et le personnel de rédaction – y compris le personnel enseignant et la société civile qui surveillent les médias en fonction du genre. Il propose des lignes directrices pratiques sur le reportage éthique en matière de genre selon huit thèmes : le changement climatique; les reportages en situation de catastrophe; les actualités économiques – tenir compte des femmes; droits sexuels et reproductifs; la traite de personnes; la paix et la sécurité; les actualités de la scène politique – reportages sur les femmes au sein des gouvernements; et la violence sexuelle. Quelles sont les dimensions liées au genre que devrait prendre en compte un journaliste lorsqu'il couvre une nouvelle qui s'y rapporte? Quel est l'angle « genre » dans les reportages sur les enjeux économique soi-disant sans distinction de sexe? Quels sont les écueils habituels à éviter lorsqu'on rapporte des nouvelles sur les femmes titulaires de charges publiques? Comment une journaliste peut-elle intégrer le point de vue du genre lorsqu'elle rédige un article sur les questions de santé sexuelle et reproductive? Quels sont les défis que comportent les reportages sur la violence à l'égard des femmes? Les lignes directrices offrent une orientation sur ces questions et sur d'autres enjeux et on peut les adapter à divers contextes et réalités. Qui plus est, les principes de base sur lesquelles elles reposent peuvent inspirer l'élaboration d'approches éthiques en matière de genre dans la couverture de nouvelles touchant d'autres domaines.

Des spécialistes des médias et du travail sur le genre de l'Afrique, l'Asie, les Caraïbes, l'Europe, l'Amérique latine, l'Amérique du Nord et la région Océanie/Pacifique ont concrétisé la réalisation de cette trousse. Cette ressource rassemble leurs connaissances et leurs réflexions en tant que praticiens des médias, éducateurs et chercheurs du domaine des communications, tous engagés à jouer un rôle dans la professionnalisation de la pratique journalistique axée sur l'éthique en matière de genre. À cet égard, nous remercions Dr. Kathleen Cross (Canada), Marcela Gabioud (Argentine), le professeur Maximiliano Guzman (Porto Rico), Claudia Florentin (Argentine), Gladness Munuo Hemedi (Tanzanie), Ammu Joseph (Inde), Suvendrini Kakuchi (Japon), Mindy Ran (Pays-Bas), Sharon Bhagwan Rolls (Fiji) et Sabina Zaccaro (Italie) pour leur contribution à diverses sections de la trousse et/ou pour leurs commentaires judicieux permettant de l'améliorer.

Bon nombre de lignes directrices établies et de codes de déontologie journalistique précisent la nécessité d'éviter la discrimination fondée sur le genre. Cette trousse ne les remplacera pas. En revanche, elle fournira aux professionnels des médias,

aux agences de reddition de compte, aux syndicats et associations de journalistes ainsi qu'aux employeurs des lignes directrices concrètes, là où elles n'existent pas. Ces directives visent à rehausser la représentation des femmes dans le contenu médiatique, à améliorer l'équilibre en matière de genre dans les articles rédigés et à favoriser le dialogue au sein des structures et des entités d'autoréglementation médiatiques et des groupes de la société civile.

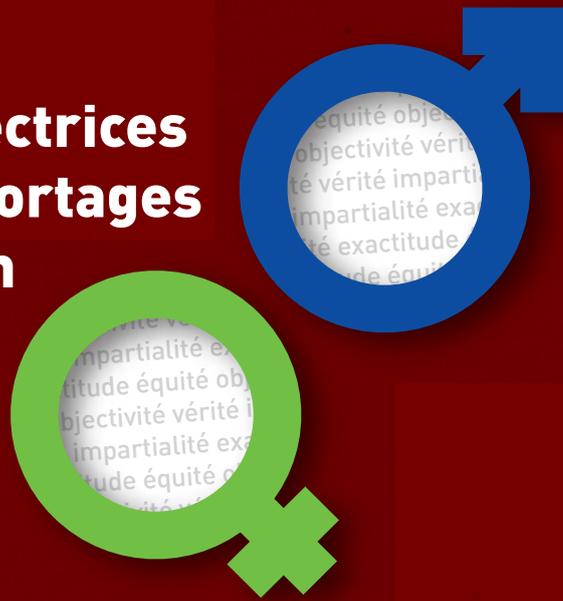
La représentation des genres n'est pas un enjeu proprement lié aux femmes. La présentation des genres de manière juste et éthique ne se produira qu'au moment où cette question préoccupera l'ensemble des personnes travaillant dans les salles de nouvelles et bien au-delà. En effet, les journalistes, photographes, éditorialistes, opérateurs et opératrices de caméras, bédéistes, employeurs, entités d'autoréglementation, écoles de journalisme, associations et syndicats ont tous un rôle à assumer pour veiller à ce que les médias deviennent l'authentique miroir de la société. Les acteurs de la société civile peuvent soutenir ce processus par la surveillance, le dialogue et des partenariats productifs avec les médias.

Le milieu de la production de contenu média est envahi de complexités structurelles, idéologiques et pratiques qui contribuent à générer les disparités manifestes en matière de genre. Le fait de créer une culture axée sur le genre dans les médias devrait être prioritaire afin de lutter contre les incidences du contenu marqué de préjugés sexistes sur la perception du public à l'égard des femmes, des hommes et des relations entre eux. L'adoption de lignes directrices et le renforcement de la perspective centrée sur le genre ne représentent que les premiers pas. On doit également accorder une attention particulière aux politiques justes et transparentes, à la formation tout au long de la vie pour tous les professionnels (payée par la direction) ainsi qu'au suivi des progrès réalisés.

Pamela Morinière
FIJ

Sarah Macharia, Ph.D.
WACC

Lignes directrices sur les reportages éthiques en matière de genre



1. Le changement climatique

La plupart des observateurs conviennent que le changement climatique à l'échelle mondiale est un fait scientifique. La concentration croissante des gaz à effet de serre comme le dioxyde de carbone, le méthane, les oxydes nitriques et les chlorofluorocarbones a eu des incidences sur l'atmosphère, causant une diminution alarmante des glaciers et des glaces polaires, le réchauffement des océans, l'élévation du niveau de la mer et une augmentation de l'acidité des océans. Les autres effets englobent notamment les sécheresses, les inondations et les changements atmosphériques¹.

Parallèlement à ces phénomènes, les reportages sur le changement climatique et ses conséquences sont relativement récents à l'ordre du jour des médias grand public. Qui plus est, la présentation de l'information tend à être trop technique. L'une des manières efficaces de rapporter des nouvelles à ce sujet consiste à déceler des situations où les effets du changement climatique sont vécus directement et de raconter les histoires des gens qui sont touchés. Il importe de reconnaître que les femmes ne vivent pas les incidences du changement climatique de la même manière que les hommes.

Le *Rapport sur le développement humain* publié en 2007 par le PNUD indique que les femmes sont particulièrement touchées par le changement climatique : d'abord parce qu'elles constituent le pourcentage le plus élevé des populations pauvres et parce qu'elles ont accès à très peu de ressources pour atténuer les effets du changement climatique sur leurs vies. De plus, l'un des effets du changement climatique – dans toutes les cultures – consiste à ce qu'il intensifie les inégalités liées au genre déjà existantes.

Manifestement, les incidences du changement climatique ne sont pas les mêmes pour tous les êtres humains. Par conséquent, il faut détecter ces différences, rendre les personnes touchées plus visibles et raconter leurs histoires à partir de leurs points de vue.



Principaux concepts

Justice climatique : La « justice climatique » est un appel visant à atténuer les fardeaux inégaux qu'engendre le changement climatique et à transformer les relations sociales qui mènent à l'inégalité. On fait particulièrement référence aux relations économiques, politiques et écologiques qui ont généré et perpétué l'exclusion, la pauvreté et la marginalisation de certaines parties de la population comme les peuples indigènes, les femmes et d'autres groupes vulnérables. Les dimensions liées au genre sont absentes des principales ententes internationales sur le changement climatique. Il est essentiel de les mettre de l'avant. La justice en matière de genre doit être intégrée non seulement aux discours et aux politiques en matière de changement climatique, mais également aux politiques éditoriales des médias grand public.

Genre: Le « genre » fait référence aux rôles et aux relations entre les femmes et les hommes, y compris les différentes responsabilités des femmes et des hommes dans une culture donnée. Contrairement au sexe qui est déterminé biologiquement,

1. Global Climate Change, <http://cambioclimaticoglobal.com>.

les rôles que l'on confère aux femmes et aux hommes en fonction de leur genre sont déterminés socialement et peuvent changer au fil de temps ou varier selon le lieu géographique et le contexte social. L'égalité des sexes est définie dans le sens de l'accès équitable et égal aux ressources, aux occasions et aux droits. Dans les situations où il existe une inégalité entre les sexes, les femmes et les filles sont habituellement les personnes désavantagées, exclues des processus d'élaboration des politiques et de l'accès aux ressources économiques et sociales.

Vulnérabilité : La « vulnérabilité » fait référence aux personnes exposées aux risques extérieurs, aux chocs, aux stress, à leur capacité de composer avec les incidences qui en découlent et de les surmonter. La vulnérabilité peut varier en fonction des saisons ou de diverses périodes de la vie des gens. Elle diffère selon les groupes vivant dans les communautés ou les individus au sein d'un foyer et selon leurs activités de subsistance ou leurs classes sociales. Les gens ont recours à diverses stratégies d'adaptation pendant les moments de stress, bien que les stratégies disponibles aux populations vivant l'extrême pauvreté soient probablement plus restreintes et moins solides¹.



Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage qui suit.

Titre :	"Causa cambio climático sequía"
Reporter :	Josué Rodríguez
Lieu de publication :	Vanguardia (nouvelles en ligne, Mexique) http://www.vanguardia.com.mx/causacambioclimaticosequia-1203316.html
Date :	25 janvier 2012

PIEDRAS NEGRAS, COAHUILA. Les changements quant aux précipitations et à la température observés dans différentes régions de Coahuila résultent du changement climatique qui touche la planète entière, selon l'environnementaliste Josefina Sánchez Ponce. Elle affirme que même s'il est vrai que nous ne savons pas tout du comportement atmosphérique, les effets se sont déjà fait sentir à Coahuila et ils incluent des tornades et de violentes tempêtes accompagnées de grêle de la taille d'une balle de baseball.

Elle souligne que les pluies dans la région de Saltillo sont atypiques, différentes de celles du passé. La situation se reproduit dans les régions du centre, du désert, du sud-est, du nord et dans les endroits où l'on produit du charbon; elle évoque plus particulièrement les pluies torrentielles provoquant des inondations et parallèlement, une sécheresse intense ayant causé l'effondrement de la production agricole.

Elle se souvient qu'il y a plusieurs années, les pluies étaient consignées pendant une plus longue période, mais qu'elles diminuent actuellement; de plus, les hivers étaient plus froids et le sont moins maintenant – ce qui est extrêmement préoccupant.

2. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/a1395s/a1395s00.pdf>.

Selon Sánchez Ponce, des rapports indiquent que les cultures fourragères dans le nord du pays ont été touchées, n'ayant pas eu le temps de s'adapter, surtout en hiver, au moment où les terres sont moins propres à la culture.

« L'un des aspects les plus troublants est la perte de la biodiversité résultant du changement climatique. Les espèces se sont déplacées d'une région à l'autre, et celles qui ne sont pas en mesure de le faire disparaissent », indique-t-elle.

Selon l'Organisation météorologique mexicaine, la sécheresse qui est déjà importante sera encore plus intense dans le nord du pays en raison des conditions de changement climatique.

Sánchez Ponce affirme également que le Mexique témoignera de l'augmentation du niveau de la mer, touchant particulièrement les régions côtières du Golfe du Mexique, ce qui signifie que les régions peuplées seront sévèrement atteintes.

[...]

Analyse

L'article aborde une question qui touche l'ensemble du pays. Bien que le reporter choisisse de retenir l'aspect local de l'histoire, il rate l'occasion de rédiger un article plus informatif; il aurait pu élargir sa perspective pour y inclure les incidences du changement climatique et des systèmes hydriques sur les femmes et les hommes vivant dans cette région du Mexique.

Il fait référence à la production agricole, mais non pas aux gens qui y travaillent. Il n'est pas question du pourcentage de femmes et d'hommes engagés dans la production; de la manière dont ils sont touchés par la sécheresse et comment leur quotidien et leurs rôles familiaux et sociaux seront altérés par ces changements à court et à long terme. Il est mentionné que les changements climatiques se produisent depuis une assez longue période. Il ne serait pas étonnant que les gens aient choisi la migration, ou qu'ils aient déjà migré vers d'autres lieux, en raison des changements et de la perte de ressources naturelles. On s'attendrait à ce que ces changements aient à leur tour eu des incidences sur les accommodements de nature sociale et familiale pour les femmes et les filles. Il est évident qu'un court historique de la région serait utile pour mieux comprendre les enjeux.

Le reporter note que les variations climatiques causent une perte de biodiversité mais il ne profite pas de l'occasion d'explorer la manière dont cela touche la vie des communautés locales les plus vulnérables, qui sont les plus dépendantes des ressources naturelles.

Un article aussi simple que celui-ci peut servir à mettre en lumière des réalités invisibles et permettre une information de meilleure qualité et plus équilibrée. Les reportages peuvent aussi centrer les projecteurs sur des questions qui sont à peine effleurées dans le monde des communications, mais qui sont pourtant cruciales dans une société plus juste.

Questions de réflexion

- 1 Comment les diverses manifestations du changement climatique, comme les sécheresses et les inondations, ont-elles une incidence différente sur les femmes et les hommes?
- 2 Quels sont les facteurs qui touchent la vulnérabilité et la capacité d'adaptation?
- 3 Quelles sont les différences chez les femmes et les hommes, dans leur manière de s'adapter aux variations climatiques et aux phénomènes extrêmes?
- 4 De quelle manière les rôles liés au genre changent-ils lorsque les conditions climatiques se modifient?



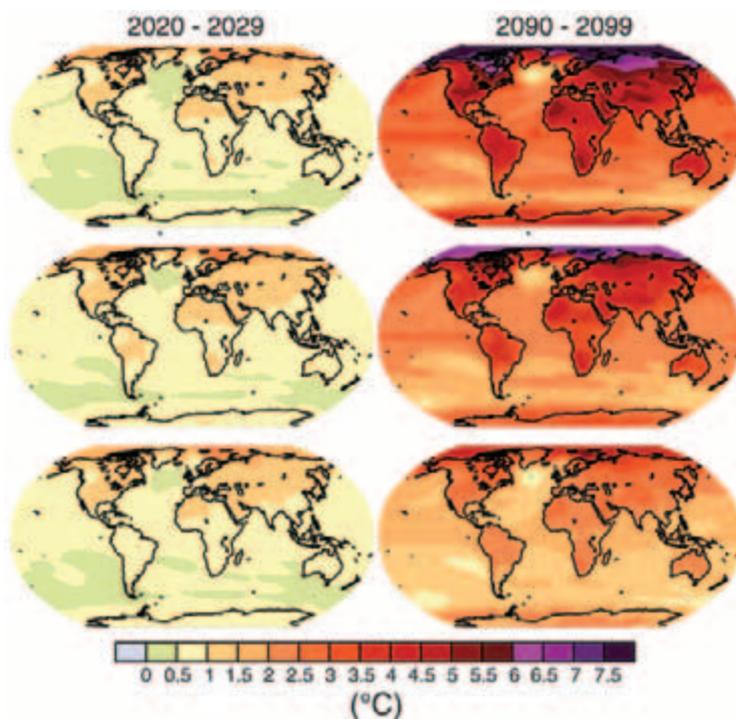
Point de mire : Les dimensions liées au genre du changement climatique

Pour comprendre les différentes incidences du changement climatique sur les femmes et les hommes, il faut considérer les questions suivantes :

- Traditionnellement, les femmes sont responsables des soins apportés aux familles et aux sociétés. Ainsi, lorsqu'une catastrophe se produit en raison du changement climatique, les femmes n'ont pas les mêmes occasions de se mobiliser et de fuir. Dans certaines cultures, les possibilités des femmes à l'extérieur du foyer et leur capacité de se déplacer sont limitées, deux aspects cruciaux à leur survie.
- Après une catastrophe et ses conséquences, les déplacements et les distances accrues séparant les gens des ressources vitales intensifient les tâches des femmes. Les filles et les femmes se voient forcées d'abandonner ou de remettre leur éducation ou leur formation en emploi, ce qui a des répercussions sur leur avenir.
- Il est largement documenté que la vulnérabilité des femmes à la violence sexuelle ou familiale augmente lorsqu'elles vivent dans des camps de réfugiés ou des refuges temporaires à la suite de catastrophes.
- La migration découlant du changement climatique touche les femmes qui sont fréquemment les chefs de famille et pourtant pauvres. Les femmes sont atteintes plus sérieusement que les hommes lorsqu'elles sont contraintes à migrer et à trouver de nouvelles ressources, alors qu'elles sont en plus responsables de prodiguer des soins.
- Les crises alimentaires causées par le changement climatique ont été associées à une augmentation des mariages forcés chez les filles de certaines parties du monde, qui sont troquées pour des sommes d'argent aux maris éventuels.
- La recherche et le transport de l'eau, une source vitale pour toute la communauté, sont des tâches habituellement confiées aux femmes. Lorsque cette ressource devient de plus en plus précaire, la charge de travail des femmes augmente. La présence à l'école et l'attention accordée à la santé des femmes et des filles diminuent plus la distance augmente entre elles et la ressource.
- La condition nutritionnelle est un facteur primordial dans la capacité de survie aux effets des catastrophes naturelles. Les femmes sont plus susceptibles de souffrir de déficience alimentaire. Lorsque les aliments se raréfient, les femmes nourrissent d'abord leurs enfants et les autres membres de leurs familles, au détriment de leur propre santé et nutrition.

- Une santé plus faible génère des conditions favorables à la propagation de maladies en plus de complications sur le plan de la santé sexuelle et reproductive.
- Les changements en matière de production agricole issus du changement climatique ont des incidences importantes sur la situation des femmes, compte tenu de leur rôle essentiel dans la production des aliments. Les femmes produisent, récoltent et préparent la grande majorité des aliments sur la planète. Les femmes sont responsables de 75 p. cent de la production alimentaire domestique en Afrique sub-saharienne; de 65 p. cent en Asie et de 45 p. cent en Amérique latine³.

Réchauffement de la planète projeté



Source : www.cambioclimaticoglobal.com

3. Voir la vidéo de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Comblent le fossé entre les femmes et les hommes dans l'agriculture ». <http://www.fao.org/gender/gender-home/gender-resources/gender-videos/gender-videosdet/fr/>.



Lignes directrices : Reportages sur le changement climatique

- 1 Évitez de généraliser les effets et les conséquences du changement climatique. Faites plutôt la distinction entre les communautés et les groupes les plus vulnérables, de ceux qui le sont moins.
- 2 Cernez les conditions qui rendent les femmes plus vulnérables aux effets du changement climatique mondial. Fournissez des détails au sujet de ces conditions.
- 3 Il est pertinent, voire impératif, de parler des « communautés particulièrement vulnérables » et de les identifier clairement.
- 4 Déterminez les moyens de subsistance et les ressources auxquelles les femmes ont accès dans un pays ou une région qui ont été touchés par les phénomènes environnementaux. Cela aura pour effet d'ouvrir la voie à la description de la manière dont ces phénomènes atteignent la capacité de survie des femmes.
- 5 Examinez ce qui est dissimulé ou moins visible. Fournissez des informations sur le contexte. Si à la suite du changement climatique devaient se produire des situations violentes, la pauvreté, un faible taux de scolarisation, ou la migration (par exemple, une inondation majeure qui oblige les femmes à se réfugier ou à migrer vers des endroits où leurs conditions empireront), ces éléments devraient être décrits et articulés. Le fait de mettre en lumière les associations entre divers événements rendra l'article multidimensionnel et informatif.
- 6 Usez de prudence lorsque vous nommez des personnes vivant les effets du changement climatique et lorsque vous publiez des images les concernant. Il n'est jamais justifié, dans l'intention de décrire une tragédie, de manquer de respect au droit à la vie privée ou de ne pas protéger les femmes, les enfants et d'autres personnes vulnérables.
- 7 Dressez une liste de personnes ressources diversifiée, que ce soit des spécialistes ou non. Il persiste un biais journalistique évident au chapitre des hommes agissant comme spécialistes et commentateurs. Cependant, dans le contexte d'enjeux d'intérêt particulier pour les femmes, les femmes interviewées peuvent apporter des connaissances et des informations judicieuses.
- 8 Dans les reportages sur la santé et ses corrélations avec les effets du changement climatique mondial, il importe de mettre en lumière la situation des femmes et de leurs enfants, tout en prenant soin d'éviter les généralisations. Portez attention à la santé sexuelle et reproductive, puisque les conséquences du changement climatique ont des effets immédiats et à long terme.
- 9 Reconnaissez le rôle des femmes en tant qu'agentes de changement dans le domaine des politiques publiques et dans les initiatives favorisant l'adaptation aux effets du changement climatique ou encore l'atténuation de ces effets.
- 10 Faites référence aux cadres juridiques locaux, régionaux et nationaux visant à protéger les femmes, par exemple la *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes* (CEDAW en anglais)⁴.
- 11 Dans la mesure du possible, présentez les expériences des femmes qui influencent les politiques et les plans d'action sur le changement climatique ou l'atténuation des risques, à l'échelle locale ou nationale.

4. <http://www2.ohchr.org/french/law/cedaw.htm>



Bibliographie et sources de références supplémentaires

Climate Justice Now. <http://www.climate-justice-now.org/es/>.

Climate Justice. <http://www.fundaexpresion.org/Espa/docsmujeres/GenderCC%20-%20Quienes%20Somos.pdf>.

Gender and climate change. Copenhagen: Nordic Council of Ministers, 2009. <http://www.equalclimate.org/filestore/Pdf/DeskstudyGenderandccreport.pdf>.

Global Climate Change. <http://cambioclimaticoglobal.com/english/>.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). www.ipcc.ch/home_languages_main_french.shtml

ISIS International. *Gender and climate change: Toolkit for women on climate change*. Quezon city: ISIS International, 2012.

London School of Economics and Political Science, University of London. <http://www.lse.ac.uk/collections/pressAndInformationOffice/newsAndEvents/archives/2006/WomenAndNaturalDisasters.htm>.

Madre (ONG). <http://www.madre.org/articles/int/climatechange.html>.

Nations Unies. *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*, Nations Unies, 1979. <http://www2.ohchr.org/french/law/cedaw.htm>.

Nations Unies, WomenWatch. *Fiche d'information, Women, gender equality and climate change*. UN WomenWatch, 2009. http://www.un.org/womenwatch/feature/climate_change/downloads/Women_and_Climate_Change_Factsheet.pdf.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). www.fao.org/index_fr.htm

———. *Gender and climate change research in agriculture and food security for rural development, Training Guide*, The CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and FAO, 2012.

Revista Mirada Global, Women and climate change. http://miradaglobal.com/index.php?option=com_content&view=article&id=837:mujer-y-cambio-climatico&catid=32:ecologia&Itemid=36&lang=es.

2. Les catastrophes

Aujourd'hui, les catastrophes naturelles ne sont plus confinées à de brefs topos axés sur les statistiques dénombrant les décès ou les pertes économiques. Elles génèrent plutôt des grands titres dans les médias internationaux et sont amplement documentées – certains des points de repère les plus récents en cette matière : la dévastation causée par le tsunami dans l'Océan Indien (décembre 2004), l'ouragan Katrina aux États-Unis (août 2005) et la triple tragédie survenue au Japon soit un séisme majeur, un tsunami et un accident nucléaire (mars 2011). Ces catastrophes et leurs conséquences sont devenues des impératifs en matière d'actualités, qui transcendent les statistiques. L'augmentation des catastrophes dévastatrices a suscité la recrudescence de la couverture médiatique, par des reportages soulignant les principaux indicateurs politiques, économiques et sociaux d'un pays et de sa société. Ainsi, les reportages qui disséminent une gamme de renseignements sur la dévastation, les plans d'atténuation et de réduction des risques face aux désastres jouent un rôle crucial dans le contexte des programmes de rétablissement nationaux.

Le récit d'une catastrophe porte sur le rétablissement et la réduction des risques, deux thèmes primordiaux qui peuvent être abordés si les défis sont associés aux objectifs de développement nationaux. Pour les journalistes, cet objectif est atteint plus efficacement lorsque les reportages reposent sur les voix des personnes ayant survécu à la catastrophe¹, puisqu'elles vivent personnellement la souffrance humaine, la dévastation ainsi que l'endurance et le courage qu'il faut pour s'en remettre. Leurs histoires transmettent non seulement la dure réalité, mais également la détermination des gens à aller de l'avant. La documentation médiatique de leurs expériences est bénéfique au sens où elle présente un contexte par lequel mieux comprendre les incidences d'une catastrophe sur la vie des gens. Un article rédigé en gardant ces objectifs à l'esprit transmet les effets de la tragédie au reste du monde, tout en générant soutien et compréhension.



Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage qui suit.

Titre :	« Une aide subtile apportée aux femmes exposées aux abus dans les régions frappées par une catastrophe »
Reporter :	Rob Gilhooly
Lieu de publication :	<i>Japan Times</i> - Le quotidien le plus important du Japon. http://www.japantimes.co.jp/text/fl20111001a1.html
Date :	1er janvier 2011.

1. « Survivant » est utilisé tout au long de cette trousse pour transmettre le protagonisme de celles qui subissent ou ont réussi à surmonter des situations difficiles. Plutôt que d'être simplement des « victimes » passives comme elles le sont souvent dépeintes, « Survivant » attire l'attention sur les individus, groupes et plus particulièrement les femmes subissant des difficultés ou des différentes formes d'oppression qui prennent activement des mesures pour changer leur situation.

SENDAI — Au premier abord, il semble que ce ne soit qu'un massage des mains. Dans le recoin d'un refuge pour les survivants des catastrophes de mars à Onagawa, dans la préfecture de Miyagi, les membres de l'organisation sans but lucratif Miyagi-Jonet tentent d'apporter un certain répit aux femmes ayant survécu au désastre, qui vivent un stress énorme.

Cependant, à l'insu des résidents, l'une de ces membres est une avocate spécialiste des questions touchant les femmes, y compris les agressions sexuelles et la violence familiale.

« Une simple oreille attentive ou un douce caresse peuvent mener à des révélations bouleversantes », affirme Yuko Kusano, cofondatrice de Miyagi-Jonet (abréviation de Réseau de soutien au rétablissement des femmes de Miyagi).

« Plusieurs femmes confirment que dès lors où elles commencent à récupérer de la perte, du deuil et de la culpabilité d'avoir survécu aux événements traumatisants de mars, elles font face à un autre type de terreur, un enfer différent », poursuit-elle.

Cet enfer est fait de nombreux cas d'agressions sexuelles, de harcèlement, voire de viols, affirme Kusano.

Une jeune femme dans la vingtaine de la préfecture de Miyagi, qui a perdu sa maison et sa famille dans le tsunami, a été forcée de se déplacer dans plusieurs refuges après avoir été l'objet de harcèlement sexuel, d'agressions physiques ou verbales, de violence psychologique et d'intimidation, note Kusano.

« Il semble que certains résidents des refuges se soient même introduits dans la salle d'aisance pendant qu'elle prenait un bain. Elle s'est donc déplacée vers d'autres refuges, mais malheureusement cette torture a persisté. »

Traumatisée, la femme fut éventuellement contrainte à déménager de sa ville natale d'Ishinomaki, vers Kyoto.

Pendant ce temps, une femme dans la trentaine a été agressée physiquement par son mari alors qu'elle demeurait dans un refuge également situé à Ishinomaki.

Le couple a éventuellement habité un logement temporaire où, loin du refuge communautaire, la violence s'est accentuée. La femme a supplié les autorités locales de la laisser réintégrer le refuge, raconte Kusano.

« Comme plusieurs femmes habitant les refuges ou des logements temporaires, elle craignait pour sa vie », indique-t-elle, ajoutant qu'avec l'aide d'une avocate de Jonet, la femme fut en mesure d'entamer des procédures de divorce. « Sans soutien, leurs conditions ne s'amélioreront pas. »

L'organisation Miyagi-Jonet a été mise sur pied à la suite du séisme et du tsunami de mars 2011, sous l'initiative de Kusano et de Setsuko Yahata, deux membres d'une organisation sans but lucratif déjà existante, située à Sendai et dirigée par des médecins, des infirmières et des spécialistes de la violence faite aux femmes.

[...]

Analyse

L'article aborde un aspect crucial des désastres, mais sur lequel peu de recherches ont été menées : l'aide psychosociale apportée aux survivants¹. Les activistes féminines du Japon et du Sri Lanka ont rapporté des niveaux plus élevés de chocs posttraumatiques chez les femmes survivantes, ce qu'elles attribuent aux stéréotypes sociaux². Les rapports émanant de Tohoku documentent la pression exercée sur les femmes pour qu'elles demeurent stoïques et qu'elles placent les besoins des autres avant les leurs.

Le reportage met en évidence les lacunes en matière de sécurité pour les femmes dans les sites d'évacuation. Il couvre le harcèlement sexuel et la violence familiale dans les refuges. L'article met de l'avant le rôle primordial des groupes de femmes venus assister les survivantes de la catastrophe, en leur offrant notamment de la formation et des soins émotionnels. Le reportage souligne l'absence de moyens de subsistance adéquats pour les femmes vivant dans les zones sinistrées, les occasions d'emploi créées pour assurer un revenu aux survivants étant en réalité des emplois physiquement adaptés aux hommes, comme l'enlèvement des débris.

Le reportage est axé sur les femmes et met en lumière les inégalités liées au genre dans la distribution des ressources et dans la réponse du gouvernement lorsqu'il crée des emplois qui dans les faits, sont plus avantageux pour les hommes que pour les femmes. Cependant, sur le plan de l'approche journalistique certaines lacunes sautent aux yeux.

Si le reporter avait consulté plus d'une source, l'article aurait été plus riche et informatif. Les exemples de violence familiale ne sont racontés que par la personne interviewée. Aucune autre voix n'est entendue, non plus que les nombreuses enquêtes initialement effectuées dans les sites d'évacuation relevés. Le reporter aurait rédigé une histoire multidimensionnelle s'il avait cherché à interviewer les femmes qui contribuent aux efforts de rétablissement, par exemple celles qui prodiguent des soins, qui ont été élues à des postes de leadership, ou des activistes exerçant des pressions pour l'accès aux plateformes de rétablissement officielles.



Point de mire : L'expérience personnelle d'une journaliste couvrant les catastrophes selon une optique tenant compte du genre

Les preuves s'accumulent pour signaler que la dévastation découlant d'une catastrophe touche les pauvres de manière disproportionnée, les femmes et les enfants représentant les populations les plus vulnérables³. Alors, comment les journalistes doivent-ils aborder les reportages sur les catastrophes en adoptant une optique tenant compte du genre? Voici l'expérience vécue d'une journaliste couvrant deux catastrophes tristement célèbres.

2. Site Web japonais documentant la situation des femmes dans les zones sinistrées à Tohoku. <http://risetogetherjp.org:80/?p=1867-->.

3. Association des spécialistes des sciences sociales du Sri Lanka, 2009.

Couverture du tsunami de l'Océan Indien (2004) au Sri Lanka et du séisme et du tsunami au Japon (2011).

Suvendrini Kakuchi

Le tsunami a dévasté le tiers des côtes du Sri Lanka, emportant les vies et les moyens de subsistance des communautés à faible revenu vivant de la pêche habitaient ces berges depuis des générations. Un mois après le désastre, j'ai entrepris d'écrire des rapports décrivant les incidences sur les femmes qui ont été poussées sur les lignes de touche dans la vaste couverture médiatique de la catastrophe.

Mes articles ont tôt fait de saisir un flot de voix émouvantes qui illustraient la pénible lutte des femmes pendant le processus de rétablissement. L'un des principaux thèmes portait sur l'obtention des titres de propriété après la mort de leurs maris, les terres et les maisons étant habituellement au nom du chef de famille masculin. Le processus de transfert de propriété impliquait une lourde tâche de négociation pour les femmes qui possédaient peu d'habiletés ou d'expérience face aux méandres bureaucratiques. D'autres reportages jetaient les projecteurs sur la discrimination fondée sur le genre en matière de compensations financières; les paiements offerts aux femmes étaient moins élevés que ceux qu'on donnait aux hommes. En outre, il était évident que les handicaps sociaux attribués aux femmes nuisaient à leur capacité de survivre aux inondations. Les femmes et les filles mouraient parce qu'elles n'avaient pas appris à nager ou à grimper aux arbres, des habiletés qui les auraient aidées à échapper aux tourbillons des vagues. Dans mes reportages, je plaçais l'accent sur les appels de plus en plus nombreux au changement et je me concentrais sur les mouvements et les opinions qui souhaitaient de grands changements sociaux au Sri Lanka.

Mon article sur la catastrophe du Tohoku au Japon a révélé des enjeux similaires et de nouveaux développements visant à intégrer l'égalité sociale aux efforts de réduction des risques et de rétablissement. Initialement au Japon, j'ai éprouvé quelques difficultés à donner voix aux femmes dans mes articles. La catastrophe de mars 2011 était gigantesque, annihilant des milliers de communautés et causant un chaos sans précédent. Le principal défi pour les femmes prenait source aux traditions locales. Tohoku abrite des communautés d'agriculteurs et de pêcheurs très unies et manifestant une identité culturelle fortement patriarcale. Les expériences des femmes au cours du désastre étaient rarement documentées; les femmes étaient représentées comme un groupe de personnes stoïques et vulnérables. Les porte-parole des centres d'évacuation étaient masculins, tout comme les représentants officiels des villes et villages locaux. Les femmes, même lorsqu'on leur demandait leur opinion, fuyaient les projecteurs, insistant pour dire qu'elles n'avaient rien d'important à raconter. La stratégie visant à trouver de jeunes interlocutrices pour les entrevues a porté fruit; elles étaient plus disposées à briser les contraintes sociales et elles ont témoigné sur le rôle des groupes de femmes pendant la catastrophe, en tant que secouristes auprès des personnes âgées et des enfants, en tant qu'aidantes pendant la longue et stressante évacuation, et sur le plan du soutien psychosocial.

Leçon

Dans la rédaction de reportages, le fait de tenir compte des incidences différentes qu'ont les désastres sur les femmes et les hommes favorise l'élaboration d'un article plus intéressant et plus représentatif qui pourrait susciter des changements aux politiques d'action.



Lignes directrices : Reportages sur les catastrophes

- 1 Il importe de comprendre les dimensions liées au genre dans les situations de catastrophes.
 - Les inégalités fondées sur le genre en matière de droit foncier rendent la situation difficile pour les femmes, lorsqu'elles tentent de réclamer leurs droits sur les maisons ou les terres à la suite du décès des chefs de famille masculins.
 - Les traditions patriarcales font que les femmes minimisent ou sous-estiment l'importance de leur contribution. Ces traditions imposent des contraintes sur leur liberté de s'exprimer ouvertement.
 - Le soutien matériel accordé aux survivants est fréquemment distribué de manière inéquitable : les modèles exerçant de la discrimination fondée sur le genre persistent.
- 2 Cherchez à découvrir l'angle des femmes, comme les raisons des décès chez les femmes, le rôle des femmes dans la réduction des catastrophes compte tenu de leurs liens étroits avec la communauté locale ou encore la perte de leurs moyens de subsistance.
- 3 Il est prouvé que les femmes trouvent leurs voix dans les situations de catastrophes, relevant le défi de leadership et se positionnant au cœur de l'activisme. Les reportages abordant ces questions risquent d'être convaincants et intéressants pour le lectorat, en plus d'être valorisants pour les journalistes.
- 4 Établissez des liens de confiance afin de dénicher les voix des femmes. Par exemple, parlez aux bénévoles féminines des camps de réfugiés, pour briser la glace et identifier des femmes disposées à être interviewées.
- 5 Établissez des liens avec les activistes féminines qui soutiennent les femmes et les communautés locales.
- 6 La question des moyens de subsistance représente un point de repère pour mesurer le progrès du rétablissement national. Explorez cet angle de sorte à mettre cet aspect en lumière, en portant une attention particulière aux différentes incidences sur les femmes et les hommes.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

Gender and Disaster Network. *Women and disaster: What's the connection?*. <http://www.gdnonline.org/resources/womenanddisasterbrochure.pdf>.

Site Web japonais documentant la situation des femmes dans les zones sinistrées de Tohoku. <http://risetogetherjp.org:80/?p=1867-->.

Kakuchi, Suvendrini. *Mothers Rise Against Nuclear Power*, Inter Press Service, 22 décembre 2011. <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=106282>.

Organisation mondiale de la santé. *Gender, women and health: Gender and disaster*. http://www.searo.who.int/EN/Section13/Section390_8282.htm.

OXFAM. *The tsunami's impact on women*, Note de breffage d'Oxfam, mars 2005. http://www.oxfam.org.uk/resources/policy/conflict_disasters/downloads/bn_tsunami_women.pdf.

Social Scientists Association of Sri Lanka. *After the Waves: The Impact of the Tsunami on Women in Sri Lanka*. Social Scientists' Association, 2009.

« Women and nuclear power, nuclear weapons ». *Nuclear news*. <http://nuclear-news.net/information/women>.

Women Thrive Worldwide. *Women, natural disaster, and reconstruction*, Fiche d'information. http://www.womenthrive.org/index.php?option=com_kb&page=articles&articleid=5.

3. Actualités économiques : Tenir compte des femmes

Le Projet mondial de monitoring des médias 2010 révèle que la présence des femmes dans les reportages sur l'économie stagne à 20 p. cent à l'échelle planétaire. En Asie, cette proportion diminue à 15 p. cent tandis qu'en Inde, les femmes paraissent dans les actualités économiques dans une proportion lamentable de 10 p. cent des reportages.

La quasi-invisibilité persistante des femmes dans la couverture des actualités économiques reflète l'absence de reconnaissance et une sous-estimation de leur contribution au domaine économique, chez les économistes de l'école dominante.



Exemple : Analyse d'un reportage

Le rapport d'une agence de presse¹ sur le discours inaugural de l'économiste et premier ministre de l'Inde, le Dr Manmohan Singh, à la 44e *Indian Labour Conference* en février 2012, illustre l'absence totale de considération pour les questions liées au genre qui caractérise à la fois les réflexions et les reportages entourant l'économie. La seule fois où les femmes sont évoquées dans le discours tel que rapporté renvoie à une approche patriarcale, condescendante et mal informée face aux questions complexes relatives à la participation des femmes à la main-d'œuvre.

« Avant de terminer, j'aimerais relever deux enjeux que j'estime importants. L'une des ressources les moins utilisées dans notre pays, ce sont nos femmes. La participation des femmes à la population active est extrêmement faible dans notre pays et elle est demeurée plus ou moins stable depuis des décennies. Pour intégrer les femmes à la main-d'œuvre, il faut comprendre les contraintes auxquelles elles font face dans l'équilibre de leurs responsabilités familiales et professionnelles. Bien que l'offre de crèches fasse désormais partie de nos mesures législatives, y compris en vertu de la MNREGA², il est clair que cela ne suffit pas. Nous devons également prévoir des dispositions relatives au travail à temps partiel, qui auraient les mêmes clauses que celles du travail à temps plein. S'il faut des mesures législatives pour y arriver, nous serons disposés à le faire et à débiter le travail sur un plan qui en fasse une réalité. »

Manmohan Singh, premier ministre de l'Inde (et économiste réputé), lors d'une allocution présentée à la 44e session de l'Indian Labour Conference, New Delhi, 14 février 2012

1. PTI, « Committed to strengthening labour laws: Manmohan », *The Hindu*, 14 février 2012 <http://www.thehindu.com/news/national/article2892291.ece>
2. *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act*, visant à rehausser la sécurité des moyens de subsistance pour les gens vivant dans les milieux ruraux de l'Inde, en garantissant 100 jours de travail rémunéré au cours d'un exercice financier à un foyer rural au sein duquel les adultes acceptent volontairement d'effectuer des tâches manuelles non spécialisées.

Le lendemain, la presse s'était emparée des commentaires du premier ministre sur les travailleuses et présentait plusieurs reportages comportant divers grands titres : « Le PM souhaite que plus de femmes rejoignent la population active³ », « Le PM appuie les avantages égaux pour les travailleuses à temps partiel⁴ » et même, « Diminuez son fardeau⁵ ».

Cependant, aucun des reportages n'examine de façon critique les hypothèses implicites qui sous-tendent le discours du premier ministre. Il semble en outre que de toute évidence, les reporters ou les éditeurs n'ont pas songé à consulter des travailleuses, des activiste engagées dans leurs organisations, des universitaires ayant une expertise sur les questions liées au genre et au travail, et/ou des économistes féministes, pour obtenir leur point de vue sur le sujet. Par conséquent, même si les reportages sont manifestement à propos des femmes, ils ne présentent pas une perspective tenant compte du genre dans leurs propos sur les femmes et l'emploi.

Une chronique des économistes CP Chandrasekhar et Jayati Ghosh – « Le travail des femmes : Est-ce que quelque chose a changé⁶ » – publiée dans un quotidien financier seulement six mois avant le discours, aurait alerté les journalistes couvrant l'allocation du premier ministre à la nécessité d'approfondir un peu plus la question.

Par exemple, selon elles, « Les taux de participation des femmes au marché du travail sont décrits à partir de sondages officiels et ne sont pas de très bons indicateurs de la contribution productive des femmes. » Comme l'avait déjà souligné Ghosh dans plusieurs articles⁷, documents⁸ et ouvrages⁹, y compris un article de 2007 intitulé *Le travail non rémunéré*, cela est dû au fait que « La plupart des femmes travaillent, peu importe que leur travail soit reconnu ou non. En fait dans les pays comme l'Inde, où les taux de participation consignés sont relativement bas en fonction des normes asiatiques, cela n'indique que très rarement que les femmes ne travaillent pas – mais tout simplement que la grande part de ce qu'elles font n'est pas reconnu à titre d'activité économique ou socialement nécessaire et encore plus rarement sur le plan financier »¹⁰.

Par surcroît, selon plusieurs experts des sciences sociales, la faible participation des femmes sert d'indicateur supplétif démontrant la faiblesse de leur situation sociale et leur manque d'autonomisation : la contribution productive des femmes est habituellement moins reconnue au sein de sociétés où elles sont couramment sous-évaluées.

“Dans les Himalaya indiennes, une paire de taureaux travaille 1 064 heures, un homme 1 212 heures et une femme 3 485 heures pendant une année sur une ferme d'un hectare. »

Vandana Shiva, *Most farmers in India are women*, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 1991

3. <http://www.thehindu.com/news/national/article2893934.ece>.
4. <http://www.thehindubusinessline.com/industry-and-economy/economy/article2893571.ece>.
5. <http://www.thehindu.com/news/cities/Delhi/article2893389.ece>.
6. <http://www.thehindubusinessline.com/opinion/columns/c-p-chandrasekhar/article2337066.ece?homepage=true>.
7. Jayati Ghosh, *Uncovering Women's Work*, Infochange Agenda, septembre 2007.
8. Jayati Ghosh, « Informalisation and Women's Workforce Participation: A Consideration of Recent Trends in Asia », dans le rapport *Égalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRSID en anglais), 2005.
9. Jayati Ghosh, *Never Done and Poorly Paid: Women's Work in Globalising India* (New Delhi : Women Unlimited, 2009).
10. <http://www.hindu.com/fline/fl2409/stories/20070518001809400.htm>.

« La contribution des femmes à l'économie est systématiquement sous-évaluée. »

« Il existe une économie cachée et informelle majoritairement composée de femmes. »

« Il existe une économie de soins non rémunérés dans laquelle les femmes accomplissent la majorité du travail... »

— Deborah Walter et Colleen Lowe Morna, éd., *Business Unusual: Gender and the Economy* (Gender Links, 2008).

« Au Libéria, comme dans la plupart des autres pays, les femmes représentent l'épine dorsale essentielle de l'économie. »

— Ellen Johnson-Sirleaf, présidente du Libéria (et ex banquière), dans le préambule de *Business Unusual: Gender and the Economy*, publié par Deborah Walter et Colleen Lowe Morna, (Gender Links, 2008).

Ainsi, les femmes sont bien loin d'être « l'une des ressources les plus sous-utilisées », comme l'évoque Singh. Au sein de la population active, les femmes sont plutôt les moins reconnues, valorisées et rémunérées dans la société. C'est aussi le cas dans la plupart des régions du monde.

En outre, il faudra probablement bien plus que des emplois à temps partiel juridiquement protégés et sécurisés pour intégrer les femmes à la population active. Il est entendu qu'il soit utile d'apprécier les efforts des femmes pour équilibrer leurs responsabilités familiales et professionnelles, mais il importe que les décideurs contestent publiquement la répartition du travail fondée sur le genre, dans les foyers, autant que dans d'autres sphères.

Il est donc manifeste que la question du travail des femmes appelle à plus qu'une simple remarque dans le cadre d'un discours officiel sur les politiques d'emploi. Même si les journalistes couvrant le discours ne pouvaient en modifier le contenu, ils auraient certainement pu chercher à interviewer des spécialistes de sorte à produire des rapports plus informatifs et mieux fondés.

Les énoncés précis et restrictifs du premier ministre indien au sujet des travailleuses pourraient laisser entendre que les autres remarques de son discours n'ont rien à voir avec les femmes. Mais évidemment, elles ont tout à voir avec les femmes. Les indices présents dans l'allocution peuvent éventuellement mener à des reportages intéressants qui révèlent un portrait plus clair du travail que les femmes accomplissent (où, quand et comment), de ce qu'elles ne font pas ou ne peuvent faire, de ce qui pourrait être entrepris pour éliminer les obstacles qui leur nuisent et pourquoi.

Prenons par exemple les commentaires de Singh sur la nécessité d'assurer le bien-être des travailleurs du secteur informel. Selon les estimations officielles, plus de 90 p. cent de l'emploi en Inde se trouve dans le secteur informel, toujours caractérisé par l'absence de protection et de sécurité sociale ou de très faibles dispositions à cet égard. Notons qu'une loi longuement attendue visant à remédier à cette situation est entrée en vigueur en 2009. On estime que 90 p. cent des travailleuses, des milieux urbains comme ruraux, appartiennent à ce secteur : les travailleuses autonomes, celles qui sont embauchées pour le travail occasionnel dans de petites entreprises, ou employées comme travailleuses agricoles, domestiques ou dans la construction, etc. On témoigne d'une situation semblable dans plusieurs régions du monde. Donc, toute question entourant l'emploi informel est étroitement liée au travail des femmes.

Comment peut-on représenter ces faits dans des reportages somme toute plutôt positifs? Une étude de 1989 a cerné quelque 150 types de travaux à domicile effectués par des femmes dans une seule ville indienne, allant de la création de guirlandes de fleurs, la préparation de *chappattis*¹¹ pour les traiteurs, en passant par le tissage de sièges de plastique pour les chaises de bureau, le pliage de papier dans l'industrie de l'édition, jusqu'à l'emballage de bonbons et la confection d'*agarbatti*¹². Près d'une décennie plus tard, une recherche menée dans certaines régions de classe moyenne a identifié quelque 48 types d'emploi payés à la pièce¹³.

11. Pain de blé entier, sans levain

12. Bâtons d'encens

13. Sondages menés par la *All India Democratic Women's Association* (AIDWA) à Pune et à New Delhi, cités dans plusieurs articles, y compris celui de Pamela Philipose, *Women's Feature Service*, Juin 2011.

On peut tirer des reportages fascinants de telles compilations, joignant l'humain à l'économie : non seulement en mettant en évidence les travailleuses individuellement ou en groupes, mais aussi en jetant les projecteurs sur leurs contributions à l'économie, tout en soulignant ce qui doit être fait pour promouvoir leur bien-être.

L'article de la journaliste indienne Ajitha Menon, *Un train vers nulle part*, illustre bien comment on peut traiter de la question du travail des femmes dans le secteur informel de manière intéressante et raisonnée (voir en page page 25). L'article raconte de façon intense et stimulante le quotidien et les difficultés des femmes qui se déplacent des banlieues et villages éloignés pour vendre divers produits aux clients urbains. Sont ajoutés au reportage des détails sur la contribution des femmes aux finances familiales et sur leurs problèmes de dettes et de crédit, en plus de la corruption et du manque de soutien de la part des associations professionnelles.

Dans une perspective plus large, les commentaires de Singh sur les liens existant entre la rapidité de la croissance économique et les occasions d'emploi appellent quelques questions, particulièrement parce qu'ils contredisent les statistiques officielles. Selon le rapport *Tendances mondiales de l'emploi 2012* de l'Organisation internationale du travail, la solide croissance observée en Asie du Sud, largement menée par l'Inde, n'a pas causé une expansion de l'emploi. Il faut noter que la participation des femmes au marché du travail a dans les faits diminué au cours des dernières années¹⁴.

Comme le soulignent Chandrasekhar et Ghosh, « la question impérative consiste à savoir pourquoi les taux de participation des femmes ont été aussi faibles... et sont demeurés faibles malgré la rapidité de la croissance économique et de plusieurs autres changements dans la société. » La recherche de réponses à ce dilemme pourrait certainement révéler des histoires très intéressantes en matière économique, enrichies par une perspective tenant compte du genre.

Ainsi, il est évident que même un discours ne tenant pas compte des dimensions de genre peut inciter au journalisme éthique. Alors, que faut-il à un journaliste pour exercer ce type de journalisme? Rien de bien extraordinaire :

- La volonté de dépasser les aspects superficiels et de produire des reportages remarquables et évocateurs.
- Comprendre que le genre a des incidences sur une vaste gamme d'enjeux et de questions, de politiques et de pratiques.
- La détermination d'avoir recours à la perspective tenant compte du genre (entre autres approches) pour examiner tous les sujets couverts.

La récompense d'une telle prise de conscience et de ces actions réside dans le fait qu'ils sont susceptibles d'attirer les faveurs d'un auditoire professionnel et grand public estimant ce travail exceptionnel et précieux.

14. Ashoak Upadhyay, « Jobless growth continues in India », dans Businessline, 21 février 2012.



Point de mire : Le travail des femmes dans le secteur informel

Le reportage qui suit démontre la manière dont le travail des femmes peut être couvert d'une façon intéressante et éclairée.

Titre :	« Un train vers nulle part »
Reporter :	Ajitha Menon
Lieu de publication :	<i>The Hindu, Inde.</i> http://www.thehindu.com/news/states/other-states/article3323566.ece
Date :	17 avril 2012

© *Women's Feature Service**

Kolkata (*Women's Feature Service*) – L'obscurité règne toujours au moment où Akhtari Begum, 45 ans, quitte son bidonville de Kalipara Samsan, région rurale de Budge Budge dans le district 24 nord de Parganas au Bengale occidental. Elle se lève tous les matins à 3 h, se rafraîchit et marche pendant 15 minutes jusqu'au stand auto, transportant un lourd fardeau de 30 à 40 noix de coco. Après un trajet automobile de 15 à 20 minutes, elle est à la station de Budge Budge, d'où elle prend le premier train vers Sealdah, Kolkata, à 4 h 45.

« Sur ce train, quinze femmes qui vendent des noix de coco voyagent jusqu'à Sealdah tous les matins. Nous revenons ensemble par le train de 10 h 20 après avoir vendu nos noix de coco au marché Kole de Sealdah. Nous devons nous déplacer quotidiennement puisque Budge Budge n'a qu'un tout petit marché et nous ne pouvons vendre nos noix de coco à cet endroit », note Akhtari.

La plupart des vendeuses arrivent à Kolkata par les trains locaux du sud-est et bien qu'il n'existe aucune estimation officielle de leur nombre, il y aurait quelque 20 vendeurs pour 2 ou trois vendeuses se rendant à la ville. Évidemment, ils vivent tous sous le seuil de la pauvreté.

La migration fait partie de la vie d'Akhtari. Née à Muzaffarpur au Bihâr, elle a migré vers le Bengale occidental après son mariage à Alam, qui travaille dans une usine de jute. Elle est par la suite devenue une migrante quotidienne vers Kolkata, où elle a commencé à vendre des noix de coco pour augmenter le revenu familial. « Je voyage tous les jours depuis 15 ans. J'ai quatre enfants et l'argent supplémentaire était essentiel afin de pourvoir à leurs besoins », indique-t-elle.

Deux de ses filles aînées sont aujourd'hui mariées et la plus jeune étudie en classe VI. Son fils de 18 ans est un décrocheur et un vagabond. Donnant un aperçu de sa routine quotidienne, Akhtari raconte : « Tous les vendeurs de noix de coco achètent des *roti-sabzi* d'un étalage et mangent avant de repartir. De retour à la maison, j'accomplis mon travail domestique et je fais la cuisine pour la famille. J'essaie de terminer mon travail et d'aller dormir à 20 h tous les jours pour que je puisse me réveiller à temps. »

La vie n'est pas facile pour les vendeuses comme Akhtari, qui doivent se déplacer quotidiennement des banlieues et des districts vers la capitale de l'état, Kolkata,

pour vendre leurs divers produits, des noix de coco aux légumes, en passant par les fleurs, le poisson et le riz. « Nous transportons de lourdes charges mais nous n'avons pas d'espace dans les compartiments. Les vendeurs masculins s'approprient tout l'espace. Nous devons voyager dans le compartiment 'des dames' », affirme Sahida Bibi, 50 ans, une autre vendeuse de noix de coco du groupe, qui besogne pour augmenter les revenus de son fils, qui travaille à contrat. « Mon mari est aveugle et incapable de travailler. Je contribue la plus large part du revenu familial, qui est en moyenne de 5 000 Rs (\$ US = 51 Rs) par mois. De cette somme, environ 3 000 Rs servent aux traitements de mon mari », ajoute-t-elle.

Les vendeuses qui font la navette quotidienne font face à de sérieux problèmes de harcèlement et d'abus. « Les voyages au petit matin dans les compartiments réservés aux femmes, c'est un cauchemar. Les ivrognes dorment sur les sièges et refusent de bouger. Ils vomissent et vont même jusqu'à déféquer dans le compartiment. Ils profèrent des commentaires sordides et dessinent des graffitis obscènes sur les murs. Le personnel fait la sourde oreille lorsqu'on leur demande de l'aide ou de l'argent pour agir », soutient Saira Bibi, 40 ans, une vendeuse de fleurs qui voyage tous les jours de Midnapore vers la station d'Howrah.

La plupart des produits vendus par ces femmes sont acquis par le truchement de prêteurs qui leur avancent des sommes en argent et leur imposent des taux d'intérêt élevés sur les revenus. « Je gagne environ 1 400 Rs par semaine, mais mon prêt représente 2 300 Rs. Je garde 700 Rs et j'en donne 700 autres au prêteur à chaque semaine alors que le prêt de 2 300 Rs demeure intact. Il persistera jusqu'à ma mort », déplore Mahiruh Bibi, 49 ans et vendeuse de légumes provenant de la région de Pokepali, du district 24 nord de Parganas. Cette mère de sept enfants est mariée à un homme qui est paralysé. L'un de ses fils est employé dans une usine de jute, alors qu'un autre travaille comme journalier.

Plusieurs de ces femmes ont été physiquement agressées à de nombreuses reprises. « Nous sommes très pauvres. Avant, il arrivait que nous voyagions sans billet; le personnel et les policiers nous battaient et nous jetaient hors du train. Mais aujourd'hui, nous avons les cartes 'Izzat' pour les passagers vivant sous le seuil de la pauvreté, qui coûtent 25 Rs par mois. Au moins, le harcèlement de la part du personnel a diminué », souligne Usha Pramanik, 42 ans, une vendeuse de poisson originaire du village de Gordor, à Diamond Harbour, dans la région 24 sud de Parganas. Elle vend tous les jours des poissons saisonniers ('boal', 'hilsa', 'puti' et 'bhetki') au marché situé près de la station de Sealdah. Ses revenus sont aussi saisonniers, réduits à une maigre pitance à la fin de l'hiver, au moment où les cours d'eau des régions rurales s'assèchent.

Selon les agents ferroviaires, les femmes représentent 30 p. cent des détenteurs de cartes 'Izzat' de la compagnie *Eastern Railway*. Mais les femmes ne peuvent oublier le traumatisme qu'elles ont vécu avant de l'obtenir. Kalpana Mandal, 39 ans, de Mograhat à Diamond Harbour, vend avec son mari des légumes au marché de Kole à Sealdah. Elle raconte : « Le simple fait de montrer notre carte ne suffisait pas. Premièrement, il y a eu les difficultés à mettre la main sur les formulaires de la compagnie ferroviaire. Il nous a fallu environ un mois pour les obtenir. Puis, on devait les faire signer par un conseiller local et nous avons dû mendier et négocier, en plus de payer des rabatteurs. Tout ça a pris environ trois mois, beaucoup de sueur et de pleurs, avant que le processus ne soit finalisé. »

Et puis, il existe aussi du harcèlement politique sous un régime appelé 'tola neva', pour l'installation d'espaces de vente dans les marchés situés près de la station. Des voyous locaux, associés à différents partis politiques, allouent les espaces aux vendeurs dans le train, après avoir collecté l'argent, que l'on nomme 'hafta' (somme d'argent hebdomadaire aux fins de protection). « C'est soit payer le taux demandé ou perdre son espace. » Les vendeuses subissent plus d'intimidation puisqu'elles ne peuvent répliquer. Si elles refusent de payer le taux, l'espace est alloué à une autre personne et elles sont menacées de sévices physiques. « L'association des commerçants du marché est censée fournir des passes aux vendeurs mais ce n'est jamais fait et voilà pourquoi nous n'avons pas d'espace fixe et devons payer les frais hebdomadaires aux voyous », déplore Saira Bibi.

En dépit des contraintes, les vendeuses ont accepté qu'elles doivent migrer temporairement des régions rurales vers les régions urbaines. Malgré les chaînes de la pauvreté, elles survivent face au harcèlement de toute forme, à force de courage et de détermination.

*© *Women's Feature Service*

Reproduit avec l'autorisation de Women's Feature Service, www.wfsnews.org.



Lignes directrices : Reportages sur l'économie

- 1 Retenez que le monde et l'économie (mondiale, régionale, nationale, étatique/provinciale, locale) sont composés de personnes ayant différentes identités de genre – femmes, hommes, filles, garçons, transgenres ou individus intersexués – qui peuvent influencer leur situation économique et les incidences des réalités économiques sur eux.
- 2 Gardez à l'esprit que la société est aussi composée de personnes qui se distinguent selon une panoplie de caractéristiques : la classe, les croyances, la race, l'origine ethnique, l'identité sexuelle, l'âge, l'état matrimonial, l'éducation, la santé et l'occupation, le lieu et plusieurs autres facteurs qui déterminent fréquemment leur statut, leurs rôles et leurs expériences en matière économique.
- 3 Soyez sensible au fait que les événements, politiques, programmes, développements, tendances, dilemmes, occasions, défis, succès et échecs économiques touchent tous les humains, certains de manière différente. Et que le genre est l'une des nombreuses variables qui déterminent ces différences.
- 4 Par exemple, bien que les budgets nationaux puissent sembler des instruments de politiques neutres sur le plan du genre, les dépenses gouvernementales et la collecte de revenus ont des répercussions différentes chez les femmes et les hommes. La plupart des politiques et programmes présentés et financés dans les budgets officiels – à l'échelle nationale, étatique/provinciale et locale – ont des conséquences particulières pour les femmes. Si vous analysez un budget officiel, familiarisez-vous avec le concept et la pratique de budgétisation sensible aux questions de genre (<http://www.gender-budgets.org/>). Tentez de savoir si les dispositions et les engagements financiers du budget sont susceptibles de promouvoir ou de nuire à l'égalité et l'équité entre les sexes, si la répartition, l'utilisation et la création de ressources publiques sont conformes aux droits humains des femmes.
- 5 Lorsque vous couvrez l'économie et les affaires, intégrez toujours les femmes comme sources d'information et/ou d'opinions. Cet aspect est important pour faire en sorte que les voix des femmes soient entendues sur une vaste gamme de sujets liés aux politiques macroéconomiques, aux budgets, au commerce, au crédit, au travail et aux entreprises. Qui plus est, les femmes peuvent s'avérer des sources et des ressources inestimables favorisant une compréhension holistique de ces domaines. Les reportages intégrant les diverses expériences et perspectives sont invariablement plus intéressants, utiles et susceptibles de se démarquer.
- 6 Notez que ni les femmes ni les hommes ne constituent des groupes homogènes. Les femmes de diverses classes, races/castes/origines ethniques, religions, occupations, lieux (rural/urbain, grande ville/petite localité, régions développées/sous-développées/, niveaux d'instruction, conditions de santé [y compris handicap et son absence], etc. sont susceptibles d'avoir différentes expériences et perspectives. Soyez le plus inclusif possible dans votre sélection de sources – surtout dans le contexte de reportages sur l'économie et les affaires.
- 7 Le genre n'est pas que relié aux femmes (et aux filles) – c'est aussi une question qui touche les hommes (et les garçons), ainsi que les personnes appartenant aux minorités sexuelles.

- 8 Il existe une dimension liée au genre dans le cadre du développement économique, y compris la détresse financière. Par exemple, les statistiques officielles révèlent que plus d'hommes que de femmes se suicident en Inde. Selon le *National Crime Records Bureau*, on peut établir que la plupart des suicides résultent de « causes sociales et économiques » (faillite et soudain changement de situation économique, problèmes liés à la carrière/profession, disputes au sujet de propriétés, chômage, pauvreté, etc.). Si les aspects économiques prédominent parmi les causes de suicide chez les hommes, cela pourrait être dû à la pression sociale qu'ils subissent dans leur rôle de pourvoyeur – ce qui est à son tour associé aux rôles sexospécifiques que l'on attend des femmes et des hommes dans les sociétés patriarcales.
- 9 Il ne manque pas de sources et de ressources auxquelles puiser pour savoir si une situation ou un processus comporte ou non des répercussions particulières pour les femmes, y compris les différentes catégories de femmes, en plus d'autres sections vulnérables de la société, dont les voix ne sont pas fréquemment entendues dans les médias. Faites des efforts pour les dénicher.
- 10 Les médias sont bien placés pour rappeler aux gouvernements, aux agences publiques, aux institutions financières et à l'ensemble de la société les besoins économiques particuliers, les préoccupations et les problèmes de diverses catégories de gens, y compris les femmes. Utilisez votre position comme journaliste pour faire en sorte que cela se produise.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

All India Democratic Women's Association (AIDWA) à Pune et New Delhi, sondages cités dans plusieurs articles, y compris celui de Pamela Philipose, « Women's Group Petitions Government to Formally Recognise Home-based Workers », *Women's Feature Service*, juin 2011. <http://newsblaze.com/story/20110622070423iwfs.nb/topstory.html>.

Forum économique mondial *Rapport mondial 2011 sur les disparités entre les sexes*. <http://www.weforum.org/issues/global-gender-gap>.

Gender Links. *Business Unusual: Gender and Economic Reporting – a Southern African Workbook*. <http://www.genderlinks.org.za/article/business-unusual-gender-and-economic-reporting-a-southern-african-work-book-2008-08-08>.

Ghosh, Jayati. *Never Done and Poorly Paid: Women's Work in Globalising India* (New Delhi : Women Unlimited, 2009).

———. « Informalisation and Women's Workforce Participation: A Consideration of Recent Trends in Asia », dans *Égalité des sexes: En quête de justice dans un monde d'inégalités*, Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRSID en anglais), 2005. [http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentunid=24EF649B47EEDBFEC1256FDC003BB860&parentdoctype=paper&netitpath=80256B3C005BCCF9/\(httpAuxPages\)/24EF649B47EEDBFEC1256FDC003BB860/\\$file/goshjaya.pdf](http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9/httpNetITFramePDF?ReadForm&parentunid=24EF649B47EEDBFEC1256FDC003BB860&parentdoctype=paper&netitpath=80256B3C005BCCF9/(httpAuxPages)/24EF649B47EEDBFEC1256FDC003BB860/$file/goshjaya.pdf). ou <http://www.unrisd.org/80256B3C005BCCF9> (sommaire du rapport en français).

———. « Uncovering Women's Work », Infochange Agenda, septembre 2007. <http://infochangeindia.org/agenda/women-at-work/uncovering-women-s-work.html>.

The Hindu (online news). Plusieurs articles.

Infochange Agenda. *Women at Work*. <http://infochangeindia.org/Agenda/Women-At-Work/>, une édition spéciale comportant plusieurs articles explorant le travail et la contribution économique des femmes de l'Inde.

Upadhyay, Ashoak. « Jobless growth continues in India », *Businessline*, 21 février 2012. <http://www.thehindubusinessline.com/opinion/article2916682.ece>.

Walter, Deborah et Colleen Lowe Morna, éd. *Business Unusual: Gender and the Economy*. Gender Links, 2008.

Waring, Marilyn. *Counting for Nothing: What Men Value and What Women Are Worth*. Toronto: University of Toronto Press, 1999.

Women's Feature Service. *Employment as Empowerment*. <http://www.wfsnews.org/employmentforempowerment.html>, une série spéciale examinant divers aspects du travail des femmes.

4. Santé : Santé sexuelle et reproductive

La notion de santé au sens large doit être comprise comme « le droit à la santé ». L'Organisation mondiale de la santé (OMS) définit la santé comme « un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. »

Dans le contexte du journalisme spécialisé, les reportages emploient fréquemment un jargon technique qui nuit à la compréhension du grand public à l'égard du phénomène dont il est question, allant même jusqu'à susciter la crainte ou l'inquiétude. Il est essentiel que les médias axés sur la santé simplifient la terminologie sans toutefois oublier de mettre en évidence les sujets pertinents, en plus d'intégrer une perspective tenant compte du genre.

La perspective tenant compte du genre est importante. L'approche conventionnelle dans les reportages imagine un auditoire masculin, même lorsque les histoires comportent des sujets féminins ou qu'elles jouissent d'un lectorat ou d'un auditoire à prédominance féminine. Par conséquent, il se peut que l'objectif du journaliste ne soit pas atteint; si le reportage ne transmet pas des renseignements clairs et précis, si les femmes ne s'identifient pas à l'article et à son importance, il est alors peu probable que le texte influence leurs vies et fassent la promotion de leur droit à la santé.

Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage qui suit.

Titre :	« Santorum estime que la contraception est dangereuse pour les femmes et la société »
Reporter :	Ajitha Menon
Lieu de publication :	http://www.paraguay.com/internacionales/ee-uu-santorum-cree-que-anticonceptivos-son-un-peligro-79954 , Paraguay.
Date :	15 février 2012.

Washington, 15 février (EFE). Le candidat républicain à la présidentielle, Rick Santorum, estime que l'utilisation de contraceptifs représente un danger pour les femmes et la société et que le sexe hors mariage est « immoral ». Aujourd'hui, ces commentaires ont généré des secousses sur l'Internet.

Santorum, que les sondages placent virtuellement à égalité avec l'ex gouverneur du Massachusetts Mitt Romney, a affirmé que le sexe devrait être quelque chose de « spécial » et que la procréation est, selon lui, « ...le contexte parfait pour vivre l'union sexuelle. »

Santorum a évoqué le sexe hors mariage. « Ce n'est pas bien. C'est une autorisation de faire des choses dans le domaine sexuel qui s'opposent à la manière dont les choses devraient être. [Le sexe] est censé se produire au sein d'un mariage. Il est supposé être à des fins, qui sont oui conjugales... mais aussi procréatrices », a poursuivi Santorum lors d'une entrevue de 2011 qui a refait surface dans la blogosphère.

L'entrevue qu'a accordée Santorum au site Web *CaffeinatedThoughts.com* a suscité la sanction de commentateurs tels Matt Lewis du site *The Daily Caller*, qui a décrit les propos de Santorum comme « la surprise du mois d'octobre »; à son avis, ces commentaires n'étaient pas accidentels.

À son tour, le chroniqueur Michael Scherer du Time Magazine signalait que seulement 80 % de l'électorat croit que la contraception est « immorale », se questionnant sur ce que Santorum tentait d'accomplir par ces déclarations.

[...]

Cet ancien sénateur de l'état de Pennsylvanie a promis que s'il remporte la présidence le 6 novembre, il interdira le mariage gai et tentera d'abroger la décision de la Cour Suprême de 1973 qui légalisait l'avortement aux États-Unis.

Analyse

Ce reportage est une dépêche d'une agence de presse internationale mais il a été traité et reproduit sans considérer les effets que les déclarations du sujet de l'article (Santorum) pourraient avoir sur les vies des femmes, particulièrement dans le pays où il est publié. L'article n'offre aucun renseignement sur les politiques publiques actuelles en matière de contraception aux États-Unis, non plus qu'il n'informe le lectorat des responsabilités des hommes dans la prévention de la grossesse. Par surcroît, il ne présente même pas le point de vue des politiciennes à propos d'un enjeu crucial pour les femmes qui représentent la moitié de la population américaine.

Pour aborder le sujet de manière complète, l'agence aurait pu inclure le nombre de grossesses chez les adolescentes ou de décès maternels, la situation actuelle en ce qui a trait aux interruptions volontaires de grossesses, les différentes politiques d'un état à l'autre, et l'accès aux services parmi d'autres questions pertinentes.

L'article ne donne pas voix au chapitre aux autres religions et à leurs points de vue sur la vie sexuelle et reproductive, restreignant par le fait même sa perspective à un pourcentage moins élevé de la population dans un pays où les Catholiques ne sont même pas majoritaires. L'agence de presse aurait pu traiter des effets de ne pas utiliser de moyens contraceptifs et des incidences sur les femmes vulnérables, à l'aide de statistiques provenant de pays voisins comme le Mexique, où l'interruption de grossesse n'est légale que dans le district fédéral.

L'intégration de données économiques sur le coût de la contraception, les coûts des allocations familiales versées aux familles vivant dans la pauvreté et les politiques gouvernementales dans ce domaine auraient contribué à ajouter de la profondeur au débat, en plus de présenter d'autres positions sur le sujet.

Qui plus est, l'article étant publié sur un site Web de nouvelles au Paraguay, il aurait été pertinent de contextualiser l'histoire en évoquant la situation locale et en fournissant des renseignements utiles, notamment pour comprendre la manière dont le débat pourrait toucher les pays où l'accès à la contraception est toujours à l'étude. Cet article représente clairement une occasion manquée; les multiples ouvertures à intégrer une optique tenant compte des dimensions de genre ont été dilapidées.

Les questions suivantes peuvent servir à analyser l'article encore plus en profondeur :

- 1 L'article porte sur qui et sur quoi?
- 2 À qui s'adresse-t-il?
- 3 Emploie-t-on un langage inclusif?
- 4 Compte tenu du centre d'intérêt, combien de femmes sont citées à titres d'expertes ou à combien d'expertes fait-on référence?
- 5 Cite-t-on des statistiques désagrégées selon le sexe?
- 6 Quelles sont les différentes incidences de cet article sur les femmes et sur les hommes?



Point de mire : Facteurs à considérer pour un journalisme inclusif et diversifié

- Portez attention à la terminologie de sorte à ne pas juger ou utiliser des définitions ayant des connotations négatives. Par exemple, évitez d'utiliser le mot « avortement » dans les pays où l'avortement est illégal; utilisez plutôt le terme « interruption volontaire de grossesse ».
- Les discussions entourant la prévention de grossesse, la santé sexuelle ou les maladies transmises sexuellement ne devraient pas être l'unique responsabilité des femmes. Les deux sexes sont responsables et par conséquent, les articles devraient être accompagnés d'information sur les outils mis à la disposition de tous et toutes. La vulnérabilité des femmes et des filles face à la mauvaise santé sexuelle et reproductive persiste, à des taux particulièrement élevés dans les pays où l'économie est très appauvrie.
- Lorsque les femmes sont malades, les répercussions sur les foyers monoparentaux sont plus sévères puisqu'elles tendent à être le seul soutien de la famille. En outre, les femmes vivent fréquemment des situations précaires sur le plan de l'emploi, ce qui mène à la dépendance envers les soins de santé publics là où ils sont disponibles, ou encore à limiter leur accès aux traitements. Ces circonstances sont néfastes pour leur situation économique, personnelle et familiale. Par conséquent, dans certaines situations, elles souffrent non seulement d'une mauvaise santé, mais aussi de ses effets sur leurs moyens de subsistance.
- L'une des dimensions qui nourrit la multiplication des stéréotypes est liée au rôle traditionnellement dévolu aux femmes en matière de soins. Le fait d'assumer ces responsabilités tend à reléguer la santé des femmes au dernier rang des préoccupations familiale. De plus, la répartition du travail en fonction du genre a pour effet de créer l'attente que les femmes soient responsables du bien-être et de la santé des membres de la famille, qu'elles les accompagnent aux centres de soins de santé lorsque le besoin se fait sentir ou qu'elles prennent soin des infirmes. Tous ces éléments font de la santé des membres de la famille un facteur ayant des incidences sur la vie économique et sociale des femmes et ce, peu importe que les membres de la famille vivent sous le même toit.
- Il est toujours aussi difficile de mettre la main sur des statistiques fiables sur la santé des femmes. Les organisations communautaires et sans but lucratif qui travaillent sur les questions de genre peuvent être des sources de données fiables. Ces chiffres favorisent la sensibilisation sur la manière dont les femmes et les

hommes sont touchés différemment et la diffusion d'information au public sur les causes de la contagion et de la propagation des maladies transmises sexuellement.

- Le discours hégémonique émanant du monde médical n'applique pas de notion sociale aux maladies et il est fréquent que les médecins ne portent pas assez d'attention aux contextes dans lesquels les femmes vivent ou encore à leurs traditions culturelles.
- Dans les pays où l'interruption volontaire de grossesse est illégale, les statistiques démontrent que les femmes qui décèdent après leur accouchement sont issues des secteurs les plus vulnérables de la société. Les femmes qui sont en mesure de payer pour une interruption de grossesse sécuritaire, quoiqu'illégale, sont moins susceptibles de mettre leur vie en danger.
- L'accès à l'information sur les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive est souvent totalement absent, même lorsque des programmes publics sont en place et offrent gratuitement des contraceptifs. Évidemment, cette situation restreint la capacité des femmes à trouver et à choisir le contraceptif adéquat.
- Dans la mesure du possible, fournissez des renseignements sur les centres de santé de la région et le type d'accès offert aux femmes et aux hommes.



Lignes directrices : Reportages sur la santé sexuelle et reproductive, y compris l'interruption volontaire de grossesse

- 1 Contextualisez le reportage pour favoriser la compréhension. Il est fréquent que les régions ou les pays qui sont à la source de la nouvelle démontrent des caractéristiques distinctes, comme des normes culturelles propres à une localité, que l'on ne trouve pas ailleurs.
- 2 Présentez des statistiques désagrégées selon le sexe ou des données provenant d'organisations non gouvernementales. Cherchez des données qualitatives et quantitatives, désagrégées selon le statut économique et la classe sociale.
- 3 Lorsque l'accès aux statistiques sur l'interruption volontaire de grossesse est limité, cherchez d'autres données sur les statistiques vitales, par exemple, les taux d'hospitalisation et les décès maternels.
- 4 Plutôt que de fournir des statistiques incomplètes, racontez des histoires qui rehausseront la sensibilisation à l'égard de l'enjeu et de ses répercussions sur la vie des femmes. Si vous ne pouvez nommer un individu, utilisez un pseudonyme ou des initiales.
- 5 Lorsque vous décrivez une femme ou une fille, usez de prudence : évitez les stéréotypes ou la victimisation. Mettez en lumière les responsabilités institutionnelles et l'absence de politiques publiques pourtant nécessaires.
- 6 Établissez des liens avec des professionnelles spécialistes de la santé des femmes dans les hôpitaux ou les cliniques, qui peuvent être des sources d'information judicieuses et qui sont probablement plus sensibles aux réalités des femmes.
- 7 Cherchez les réseaux et les organisations communautaires regroupant des femmes, qui travaillent sur les enjeux liés à l'accès aux droits sexuels et reproductifs dans la ville ou la région.
- 8 Tirez profit de bonnes sources d'information en travaillant auprès de chercheuses et d'universitaires afin de citer leurs travaux à titre de références dans vos articles.
- 9 Utilisez une diversité de voix quant aux religions, aux croyances et aux écoles de pratique médicale afin de démontrer la diversité des positions, particulièrement en ce qui concerne les sujets controversés.
- 10 Créez un dossier ou un fichier et des alertes à l'aide de mots clés sur les sujets que vous couvrez habituellement, de sorte à avoir des études et des recherches à portée de main lorsque vous voudrez y faire référence dans un article.
- 11 Ne présentez jamais une femme selon son état civil ou matrimonial puisque cela diminue la légitimité de son rôle de citoyenne et de participante indépendante à la société, au-delà de ses rôles au sein de la famille.
- 12 Intégrez le point de vue masculin à l'égard de la paternité et de la responsabilité en matière de santé sexuelle et reproductive, pour mettre de l'avant l'apport des deux sexes et non seulement celui de la femme enceinte ou de la femme ayant contracté une maladie transmise sexuellement.
- 13 Étudiez les cadres juridiques à l'échelle internationale, régionale et nationale, et leur mise en application dans diverses situations.
- 14 Interviewez des femmes expertes du domaine et intégrez leurs points de vue.

- 15 Portez attention aux images qui accompagneront l'article. Pour ce qui est des interruptions de grossesse, n'utilisez pas d'images d'ultrasons ou de femmes en état avancé de grossesse parce que cela crée de la confusion. Utilisez plutôt des images qui évoquent les incidences sur les femmes ou encore une situation problématique. L'interruption de grossesse est une décision douloureuse qui aura des répercussions immédiates et à long terme. Représentez le tourment de la situation, sans toutefois devenir morbide.
- 16 Fournissez des détails sur les endroits et les lignes d'assistance où le public peut recevoir des informations sur les sujets abordés.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

Campagne pour les avortements légaux, sécuritaires et gratuits en Argentine. www.abortolegal.com.ar/.

Global Partners in Action: NGO Forum on Sexual and Reproductive Health and Development. <http://www.globalngoforum.org>.

Inter Press Service. *Gender, HIV/AIDS and rights - Training manual for the media*. Rome: IPS.

Ministère de la Santé, des Politiques sociales et de l'égalité, gouvernement de l'Espagne. Données sur les interruptions volontaires de grossesses et définitions pour les professionnels de la santé. <http://www.msc.es/profesionales/saludPublica/prevPromocion/embarazo/home.htm>.

Nosotras en Red: sobre aborto y religion. (Réseau des femmes sur l'avortement et la religion). <http://www.nosotrasenred.org/aborto/abortoyreligion.html>.

Organisation mondiale de la santé. Statistiques sur la santé désagrégées selon le sexe. <http://www.who.int/gho/fr/index.html>.

Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), « Rapports mondiaux d'avancement sur la lutte contre le sida ». <http://www.unaids.org/fr/dataanalysis/knowyourresponse/globalaidsprogressreporting/>.

UKS et l'ACDI, *Media resource book on HIV and AIDS*. Islamabad: UKS – Un centre de recherche, de ressource et de publications sur les femmes et les médias, 2007.

———. *Gender sensitive media toolkit: Making it easier to report on HIV/AIDS*. Islamabad: UKS – Un centre de recherche, de ressource et de publications sur les femmes et les médias, 2007.

5. Les droits humains des femmes : La traite de personnes

Il est largement convenu que les droits humains sont inhérents à chaque personne et que de plus, ils sont précisément dérivés de nos conditions en tant qu'êtres humains.

Il semble absurde d'avoir à faire la distinction des « droits humains des femmes ». Cependant, la réalité est telle qu'actuellement, les femmes n'ont les mêmes occasions que les hommes dans aucune société de la planète. Les iniquités dans les relations de pouvoir entre les sexes engendrent la vulnérabilité et la violation des droits des femmes et des filles.

Cette partie adopte une approche fondée sur les droits humains pour aborder la question des reportages sur la traite de personnes.



Principaux concepts

La traite de personnes constitue une violation des droits humains. La traite des femmes aux fins d'exploitation sexuelle, de travail forcé et de prostitution forcée a atteint des proportions mondiales; il s'agit d'une tactique de plus en plus raffinée d'asservir et d'exploiter les femmes qu'utilisent les personnes exerçant du pouvoir sur elles. À l'exception du trafic de drogues et d'armes, la traite de personnes représente l'une des entreprises illicites les plus lucratives au monde en raison des profits générés par l'exploitation constante du corps des femmes, pouvant mener jusqu'à la mort.

La traite de personnes aux fins d'exploitation sexuelle menace le droit à la vie, à l'intégrité physique et psychologique, à la sécurité, à la liberté et à la dignité humaine. Elle place également une autre série de droits humains à risque, comme le droit de ne pas être vendue pour un mariage; de ne pas faire l'objet d'esclavage, de torture ou de traitement inhumain et cruel; le droit à une famille et à l'intimité; le droit à la santé et au logement sécuritaire; et le droit d'être libre de toute discrimination fondée sur le fait d'être une femme¹.

Il est essentiel d'assurer une protection complète aux personnes qui ont été victimisées et de leur redonner leurs droits. À cet égard, et dans le contexte du journalisme éthique en matière de genre, les responsabilités journalistiques reposent sur la communication efficace de nouvelles pertinentes. Les facteurs à considérer englobent l'angle du reportage, la sensibilité au langage qui victimise à nouveau les femmes et la mesure dans laquelle le crime est exposé ou en revanche camouflé.

1. Asociación para la Prevención, Reinserción y Atención del a Mujer Prostituida (APRAMP). Droits humains et traite de personnes. <http://www.apramp.org/>.



Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage suivant.

Título:	Une personne accusée 'd'esclavage de blanches' dans les états de Gérone affirme qu'il traitait les femmes 'très humainement'; le propriétaire des bordels 'Éden' et 'Éclipse' accusé de diriger un réseau de prostitution, nie les inculpations »
Reportero:	Agencia EFE.
Apareció publicado en:	La Vanguardia (en ligne), Espagne.
Fecha:	20 février 2012.

Gérone. (EFE).- José Moreno, propriétaire des bordels « Éden » et « Éclipse », accusé de diriger un réseau de prostitution qui déplace les filles du Brésil pour exercer la prostitution dans ses entreprises, a nié les accusations portées contre lui, affirmant qu'il les avait toujours traitées « très humainement ». Outre José Moreno, qui possède également l'un des plus grands bordels en Europe, « Le Paradis », plusieurs travailleurs sont aussi cités à procès devant les tribunaux de Gérone : Ceferino V., le chauffeur et messenger; Abraham S., Julià Maria F. et José Manuel C. qui géraient les clubs; et Thirce Adriana R., qui travaillait pour Moreno, ainsi que son mari Eduardo O.

À l'exception de Ceferino V., le procureur public, demande douze ans de prison et une amende de 6 000 Euros : huit ans pour délit continu contrevenant aux droits de citoyens étrangers, puis quatre ans et l'amende pour délit continu de prostitution. Pour ce qui est de Ceferino V., le procureur réclame une peine d'emprisonnement d'un an et six mois pour possession illégale d'armes à feu.

Le procureur qualifie les conditions sous lesquelles Moreno et ses employés obligeaient les filles à travailler « d'injustes » et raconte comment il a décidé de faire venir des filles du Brésil en raison de la pénurie de travailleuses dans ses entreprises. Ils payaient leur billet d'avion et lorsque les filles entraient au pays, leur demandaient des paiements beaucoup plus élevés que le coût réel du déplacement; chaque jour, elles étaient forcées de verser 65 Euros pour le premier service du jour afin de conserver leur « place » au bordel; le paiement du second service était alloué à leur dette et elles ne commençaient à conserver une partie des profits qu'au troisième service du jour ou « passe ».

José Moreno affirme qu'il a toujours traité les filles « très humainement » et qu'il a toujours cherché à respecter les règlements; bien qu'il ait demandé un paiement de 60 à 70 Euros aux filles pour qu'elles puissent conserver leur place au bordel, il assure qu'il ne les a jamais forcées à pratiquer la prostitution, non plus qu'il ait exigé une partie des sommes qu'elles gagnaient pour ces services.

[...]

Analyse

Il faut d'emblée clarifier la terminologie comme la « traite des blanches » lorsqu'on évoque la traite de personnes. Cette expression était employée à la fin du 19^e siècle lorsque les femmes européennes, exclusivement blanches, étaient amenées dans différentes régions de l'Europe de l'Est, de l'Asie et de l'Afrique à des fins d'exploitation sexuelle. Ce concept est remplacé en 1921 par la « traite des femmes et des enfants », de sorte que soit reconnue dans tous les pays, la traite de personnes d'autres races et d'enfants masculins². Ainsi, il est inexact d'employer le terme « esclavage des blanches » dans le contexte actuel, où le trafic ne connaît plus de frontières : les femmes, les garçons et les filles de toutes origines ethniques et classes sociales sont la proie de la traite de personnes. L'usage inadéquat du terme démontre un manque de connaissance du sujet.

Par surcroît, l'auteur répète trois fois que la personne assure avoir traité les femmes « très humainement ». Le choix de répéter cet énoncé pour souligner cette affirmation semble dans les faits aseptiser, neutraliser ou camoufler un délit grave.

Le fait d'évoquer des femmes adultes par le terme « filles » tout au long de l'article est non seulement condescendant, mais cela victimise à nouveau les femmes en mettant l'accent sur leur position en tant que personnes en situation de prostitution. Il s'agit d'un procès criminel et les témoignages démontrent clairement l'existence de l'oppression. L'emploi du terme « filles » minimise la gravité du trafic sexuel et contribue à semer le doute quant au fait qu'un crime ait réellement été perpétré.

Le texte dépeint l'engagement des femmes dans la prostitution comme un choix. Or, lorsque les femmes sont transportées par-delà les frontières, que leurs documents sont confisqués et qu'elles assument des dettes pour payer leurs frais de voyage et autres dépenses, elles n'agissent plus de leur plein gré.

2. *Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants*, Société des Nations, « Recueil des Traités », vol. 9, 1921, 415.



Lignes directrices : Droits humains des femmes – reportages sur la traite de personnes

- 1 Dans la plupart des cas, leurs conditions de vulnérabilité sociale, de soumission et de responsabilités culturelles/sociales mènent les femmes à devenir la proie de réseaux de traite de personnes; les réseaux et les criminels qui les dirigent tirent largement profit de ces conditions. Le terme « consentement » ne peut être utilisé puisqu'il n'existe pas de réelles situations de liberté ou de réciprocité. Les journalistes devraient éviter de poser des jugements à cet égard et éviter de spéculer sur les conditions et/ou le consentement pour ce qui est de l'entrée des femmes dans ces réseaux.
- 2 Lorsque vous faites référence à une femme ou une fille qui a été prise dans un réseau de prostitution ou de traite des personnes, il importe de garder à l'esprit et de mettre en évidence le fait qu'elle représente le maillon vulnérable d'une chaîne maintenue par la complicité, le silence et les pactes entre les individus, les gouvernements et les forces policières.
- 3 Puisque les femmes vivaient initialement dans des conditions de vulnérabilité, lorsqu'elles sont secourues, on devrait leur donner l'occasion d'un nouveau départ, de trouver un emploi et une place dans la société, éléments auxquels s'ajoute les traitements médicaux et le soutien psychologique requis. Une approche éthique donnerait visibilité aux organisations de la société civile et aux autres institutions qui soutiennent les femmes ayant survécu à la traite des personnes, en plus des entités et des moyens par lesquels les femmes peuvent porter plainte. Avant de publier ces renseignements, il faut confirmer la légitimité des endroits qui disent apporter leur soutien.
- 4 Les droits de la personne survivante à la sécurité et à la vie privée ne sont pas négociables et sont sans équivoque. Le journaliste devrait toujours éviter d'utiliser les noms réels, les images et/ou renseignements personnels qui pourraient mener à l'identification. Il importe de garder ces aspects à l'esprit dans le choix des images accompagnant le reportage de sorte qu'elles ne stigmatisent pas davantage les femmes ou qu'elles ne normalisent pas la prostitution.
- 5 Il peut sembler normal d'inclure à un article des détails sordides issus des enquêtes sur le trafic sexuel des femmes. Toutefois, plutôt que d'aider le lectorat à mieux comprendre le crime, de tels renseignements tendent à rebondir sur les survivantes, suscitant davantage de victimisation et de stigmatisation alors que ces femmes tentent de se réintégrer dans la société, sans compter les répercussions psychologiques qui sont aussi à considérer.
- 6 Il est utile de réétudier les relations inhérentes entre les réseaux de trafic de prostitution et la demande des hommes de diverses parties du monde. Comme on le dit souvent, sans les clients, il n'y aurait pas de trafic. Une analyse complète du problème devrait inclure la participation de ceux qui paient pour des services sexuels dans le contexte de ce crime d'envergure mondiale. Sans la demande, qui est habituellement assimilée dans toutes les sociétés au sein des substrats macho et patriarcaux, il n'y aurait ni proxénètes, ni trafic.
- 7 Les médias participent fréquemment à la normalisation ou à la naturalisation de cette réalité en présentant les femmes comme des objets sexuels ou des

produits et/ou en ignorant les concepts qui contestent cette réalité. Le Programme d'action de Beijing, adopté lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes en 1995, exhorte les médias à s'abstenir de présenter les femmes comme des êtres inférieurs et de les exploiter comme des objets et des marchandises sexuelles, afin de favoriser leur insertion dans les processus de développement et de progrès³.

- 8 Il est essentiel que *tous* les communicateurs, femmes et hommes, se familiarisent avec les statistiques mondiales et régionales. Actuellement, le trafic mobilise 12 millions de dollars US par année dans le monde. Selon l'Organisation mondiale du travail (statistiques de 2005), plus de 1,23 million de personnes subissent des conditions d'emploi se rapprochant de l'esclavage; annuellement, 4 millions de personnes – filles garçons et femmes – sont la proie de trafiquants. Entre 10 et 30 p. cent des femmes faisant l'objet de traite de personnes sont mineures.
- 9 Il importe de s'assurer que cette question ne quitte pas l'ordre du jour des médias. Le sujet est habituellement traité lorsque des mesures extraordinaires sont entreprises par les forces policières. Cependant, la réalité quotidienne est dans une large mesure invisible au regard du public, ce qui renforce ces réseaux dans leur clandestinité et leur silence. Les alternatives incluent des reportages fréquents offrant une couverture adéquate des procédures juridiques, en plus de campagnes et d'initiatives spéciales sur la question. Les réseaux privés opérant dans une relative obscurité partout sur la planète doivent être débusqués.

3. Nations Unies, Section J « Les femmes et les médias », dans le *Programme d'action de Beijing* adopté lors de la quatrième Conférence mondiale des Nations Unies sur les femmes, Beijing, Chine, 1995.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

Haut-Commissariat aux droits de l'Homme. <http://www2.ohchr.org/french/issues/trafficking/>.

Institute for the Promotion of Social Studies (IPES), Espagne. <http://www.ipesderechoshumanos.org>.

Nations Unies, Section J « Les femmes et les médias », dans *Déclaration et Programme d'action de Beijing*. Nations Unies. <http://www.un.org/womenwatch/daw/beijing/pdf/BDPfA%20F.pdf>

Nieto, Rocío. « Derechos Humanos y trata de mujeres con fines de explotación sexual ». Asociación para la Prevención, Reinserción y Atención de la Mujer Prostituta (APRAMP), Espagne. http://www.apramp.org/upload/doc161_Revista%20Temas%20%20PAG%2043-46.pdf.

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. http://www.unodc.org/documents/human-trafficking/Executive_summary_english.pdf.

Speak up, speak out: A toolkit for reporting on human rights issues. Internews, 2012.

Toolkit for reporting to CEDAW on trafficking in women and exploitation of migrant women workers. Bangkok: Global Alliance Against Traffic in Women, 2011.

Training manual on gender sensitivity and CEDAW. Philippines: Ateneo Human Rights Centre, 2007.

6. Paix et sécurité

Les femmes demeurent relativement invisibles dans la couverture des questions de sécurité habituelles, en dépit de leur participation active dans tous les aspects des conflits. Les femmes sont aussi, sinon des combattantes elles-mêmes, les épouses, les partenaires ou les filles de combattants. En outre, elles sont prises au cœur des feux croisés de la guerre et des conflits armés par l'exploitation sexuelle, y compris le viol utilisé comme « arme de guerre ».



Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage suivant.

Título:	« Konnou veut mettre fin à la guerre »
Reportero:	Gorethy Kenneth.
Apareció publicado en:	Post Courier, Papouasie Nouvelle-Guinée. http://www.postcourier.com.pg/20111104/ispost01.htm .
Fecha:	4 novembre 2011.

L'IMPORTANTE signature officielle d'un cessez-le-feu dans la région éloignée de Konnou dans Bougainville est prévue avant Noël de cette année.

Et la soif de paix à Konnou est désormais beaucoup plus forte que le désir de vengeance et de violence, selon le vice-président du gouvernement indépendant de Bougainville, Patrick Nisira, qui est aussi président du Comité spécial pour la paix de Konnou. De plus, on a assisté à une grande réunion de réconciliation à Mogorai, dans le village de Buin d'où est originaire le protagoniste de la ligne dure Me'ekamui Damien Koike. Après un mois de réunions constantes avec les chefs des factions en guerre dans la région de Konnou visant une entente de cessez-le-feu, trois camions remplis de membres de la faction WILMO de Wisai se sont rendus au village de Koike pour l'occasion.

« Sur cette note, permettez-moi de saisir l'occasion de remercier les parties en conflit d'avoir pris la responsabilité de négocier pour la paix dans cette région. La route fut longue avant que nous nous assoyions ensemble pour nous réconcilier. Néanmoins, la paix à Konnou est importante pour plusieurs familles qui ont souffert depuis le début du conflit, et ceci la renforce davantage », a-t-il affirmé.

« ...Je peux humblement dire que le succès des progrès vers la paix à Konnou aujourd'hui a été instigué par le mouvement Équipe pour la paix, dans la région de Konnou vers la fin août 2011, alors que la situation était encore tendue. Il s'agit d'une avancée cruciale qui a ouvert la voie aux négociations entre les factions s'opposant à Konnou. Je dois aussi féliciter le comité directeur de Bougainville, présidé par John Momis, d'avoir pris cette importante décision traçant la route vers la paix à Konnou.

« La question de Konnou est un enjeu complexe et ceux qui ont été impliqués dans les étapes subséquentes du processus de réconciliation doivent être prudents en traitant de

cette question. Au cours des huit dernières années de conflit à Konnou, on a témoigné de meurtres qui ont créé de l'insécurité pour les femmes et les enfants et déplacé une poignée de familles hors de leurs foyers. Nous entendions des histoires de meurtres après meurtres au sud de Bougainville/Konnou. Aujourd'hui les gens parlent de paix, de réconciliation, non pas de guerre. »

« Les récentes réconciliations étant survenues à Mogoroi, Buin, Hongarai, Siwai, Mongai, Wisai et Buin sont toutes des questions interreliées au conflit de Konnou. Bien que ces réconciliations se soient produites de manière distincte, les enjeux dans ces régions font clairement partie du conflit à Konnou. »

« La question de Konnou, qui est actuellement en processus de réconciliation, a été un obstacle depuis longtemps empêchant le GAB de livrer les services gouvernementaux de base à la population de Konnou. »

Dans son bref discours pendant la cérémonie, Koike affirmait que « le destin a finalement voulu que nous déposions les armes. »

Analyse

Ce reportage perpétue le mythe voulant que les processus de paix soit la chasse-gardée des politiciens masculins et des combattants armés. L'article paraît dans un média national de Papouasie Nouvelle-Guinée à la fin de 2011. Bien qu'il soit placé dans les pages de nouvelles provinciales, il a de sérieuses incidences pour la sécurité et la paix à l'échelle régionale et nationale, en plus des structures gouvernementales provinciales au sein de la Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG).

Il ne tient pas compte des processus de paix englobant les efforts des femmes, qui ont contribué à la signature de l'entente. On peut noter ici l'exclusion marquante de la ministre pour les Femmes, qui est originaire de Konnou et qui a joui d'une grande visibilité tout au long de la démarche.

En 1987, un groupe de propriétaires terriens de Bougainville débute une campagne pour de meilleures conditions – des compensations plus élevées et des contrôles environnementaux plus serrés. Le groupe devient éventuellement le cœur de l'Armée révolutionnaire de Bougainville (BRA en anglais), une guérilla luttant pour l'indépendance totale de Bougainville face à la PNG. En 1988, le groupe détruit les pylônes électriques de la mine et arrivent à causer la fermeture des opérations en 1989. Voilà le début de 10 ans de guerre – que les Bougainvilliers appellent simplement « la crise ».

Les femmes souffrent beaucoup de la situation. Le viol est utilisé comme arme contre les femmes et les jeunes filles. Tout au long de la crise, on rapporte des niveaux de violences fondée sur le genre extrêmement élevés.

En dépit de la brutalité, des abus et de la marginalisation des femmes et des filles pendant le conflit, les femmes outrepassent la frontière des antagonismes pour négocier la paix avec les factions rivales. D'autres femmes investissent la jungle pour plaider auprès de leurs maris et de leurs fils afin qu'ils abandonnent les armes et règlent le conflit de manière pacifique.

Entre 1989 et 1998, le conflit politique persistant à Bougainville a le plus d'incidences sur la vie des femmes. Pour échapper aux luttes, les femmes et leurs enfants se réfugient dans les caves et la jungle de Bougainville, sans accès aux médicaments, à l'électricité, à l'éducation ou aux communications. Elles survivent à ces cruelles conditions pendant des années. Elles construisent des refuges de fortune à l'aide de matériaux trouvés dans les forêts, plantent des légumes et produisent du carburant à partir des noix de coco. Jusqu'à 12 000 personnes ont perdu la vie pendant le blocus, la plupart faute de traitements médicaux pour soigner des maladies évitables.

En 2001, la signature de l'Accord de paix de Bougainville signifie la fin de la guerre à Bougainville et le début du parcours vers l'avènement des premières élections pour établir le Gouvernement autonome de Bougainville (GAB) en 2005.

Cette démarche inclut notamment un vaste programme des Nations Unies sur l'élimination des armes. Cette initiative fait partie d'un programme plus large de rétablissement de la paix et de la bonne gouvernance dans la région, qui vise aussi à cheminer vers le rétablissement économique et le développement durable. Les programmes de consolidation de la paix ont aussi été intégrés aux projets de réconciliation et de restauration de la confiance.

Ainsi, l'Accord de paix de 2011 constitue l'un des volets d'une initiative plus vaste de consolidation de la paix. Particulièrement au sud de Bougainville, les femmes, y compris la ministre actuelle pour les Femmes au sein du GAB, membre élue du Sud, ont prêté leurs voix à ce processus. Toutefois, elles demeurent invisibles dans le reportage.

La Ministre et d'autres leaders féminines ont travaillé pour paver la voie à l'Accord de paix. Les médias dirigés par des femmes ont jeté la lumière sur l'engagement des femmes dans le processus de paix. Les réseaux de femmes ont alerté le public au sujet des conflits armés faisant rage dans la région sud. Les analyses reposant sur leur expertise et leur réflexion ont été publiées dans les reportages du Regional Media and Advocacy Network on UNSCR 1325, portant sur la participation des femmes à la gestion et à la résolution de conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix.

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies

La Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies est un cadre juridique et politique, véritable point de repère, qui reconnaît l'importance de la participation des femmes et de l'intégration des perspectives tenant compte du genre dans tous les aspects des efforts visant la consolidation de la paix.

Adoptée en 2000, la Résolution 1325 oblige les États membres de l'ONU à entreprendre des mesures particulières pour protéger les femmes de la violence, favoriser leur participation accrue dans les efforts de consolidation de la paix, assurer que l'engagement des femmes dans la consolidation de la paix soit reconnue et que soient conférés aux femmes des rôles formels dans les efforts de consolidation de la paix.

Plus précisément, la Résolution 1325 appelle à :

- Ce que les femmes soient davantage représentées à tous les niveaux décisionnels.
- L'instauration de mesures particulières pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexiste.
- La prévention de la violence à l'égard des femmes par la promotion des droits des femmes, la reddition de compte et l'application des lois.
- L'intégration des questions d'égalité entre les sexes dans toutes les missions de maintien de la paix.

Consulter : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/598&referer=http://www.unwomen.org/2011/10/un-secretary-general-releases-report-on-women-and-peace-and-security/&Lang=F [Conseil de sécurité de l'ONU, « Femmes , paix et sécurité », rapport du Secrétaire général, 2010.] http://www.iwtc.org/1325_word.pdf. (version simplifiée de la Résolution 1325)



Point de mire : Apprendre des initiatives médiatiques féministes

Le rapport qui suit comble les lacunes existantes dans les médias grand public quant aux reportages déséquilibrés sur le plan de genre portant sur la consolidation de la paix à Bougainville. Il démontre également le rôle qu'ont joué les initiatives médiatiques pour mettre en lumière la participation des femmes.

Título:	« Les femmes ont joué un rôle clé dans la fin de la guerre à Bougainville – Appel à briser le silence »
Reportero:	Louise Anne Laris (correspondante communautaire à Bougainville)
Apareció publicado en:	Pacific Scoop, Nouvelle-Zélande. http://pacific.scoop.co.nz/2011/09/women-played-key-role-in-ending-bougainville-conflict-now-a-call-to-end-silence/
Fecha:	24 de septiembre, 2011

Une chef de file communautaire affirme que la revue de l'Accord de paix de Bougainville est un « pas essentiel vers l'avant » pour la société civile et que le Gouvernement autonome de Bougainville doit réfléchir et fixer des objectifs constructifs.

Helen Hakena, directrice générale de Leitana Nehan Women's Development Agency et initiateur du *Regional Media and Advocacy Network on UNSCR 1325* à Bougainville, note que le gouvernement doit rehausser les efforts visant à prévenir de futurs conflits.

Également membre du Partenariat mondial pour la prévention des conflits armés (PMPCA) région du Pacifique, Hakena a exprimé ces commentaires pendant une activité dans le cadre de la Journée internationale pour la paix :

« Pour la première fois, un groupe de la société civile de Bougainville, en collaboration avec des partenaires du PMPCA, animera une consultation auprès des agents du GAB afin d'examiner les défis et les réalisations que comporte le processus de paix. »

« Cette consultation constitue une étape importante, invitant les groupes religieux, les groupes de femmes, les représentants du GAB et d'anciens combattants à partager leurs points de vue sur la manière dont le GAB peut procéder aux processus de réconciliation et d'élimination des armes, ces défis qui altèrent les enjeux de paix et de sécurité », a-t-elle ajouté.

Elle s'exprimait en tant qu'hôte du dialogue de paix organisé dix ans après la signature de l'Accord de paix de Bougainville, pour jeter un regard sur les progrès réalisés.

Au cours du dialogue, on a non seulement abordé les réalisations – comme l'organisation d'élections visant l'établissement du Gouvernement autonome de Bougainville – mais également les « défis quotidiens que comporte le processus de paix. »

L'élimination des armes « inachevée »

Dans une entrevue accordée à Radio Australia, Hakena soulignait le besoin d'inciter la participation des agences gouvernementales afin de traiter de toutes les questions sous-jacentes comme le programme d'élimination des armes qui est inachevé, notant que l'absence de remise des armes représente l'activité centrale qui nourrit les conflits incessants à Bougainville-Sud :

« Au cours des dix dernières années, le processus de paix a fait des progrès mais certains défis nuisent au processus, comme l'absence de participation pleine et entière des femmes aux consultations », affirmait-elle, ajoutant que les investissements favorisant la participation des femmes demeurent primordiaux dans les processus décisionnels.

« Il est vrai que les femmes ont joué un rôle clé dans la démarche menant à la fin du conflit à Bougainville, mais aujourd'hui, en ce moment, les femmes sont silencieuses dans les processus formels, même si elles continuent de mettre sur pied des programmes et de poursuivre le dialogue pendant certaines activités. »

Hakena accueille favorablement le soutien du PNUD dans l'organisation du dialogue, alors qu'elle appelle à plus de participation des femmes aux processus de consultation par le truchement de programmes de formation pour autonomiser les femmes et les aider à mettre en pratique leurs habiletés.

Elle note que les femmes de Bougainville utiliseraient la RCSNU 1325 comme outil d'orientation et de plaidoyer quant aux prises de décision et « qu'elles poursuivraient leur approches auprès des gouvernements pour faire valoir l'urgence d'intégrer les femmes aux processus décisionnels » et à titre de représentantes au Parlement, où elles pourraient influencer les décideurs politiques et où leurs points de vue pourraient être traduits et concrétisés par des lois.

Questionnée sur la satisfaction des Bougainvilliers face au gouvernement, Haneka répondait : « Nous sommes satisfaites de compter sur notre propre gouvernement, particulièrement les sièges qui sont réservés aux femmes. Les femmes sont ainsi en mesure de contester elles-mêmes. »

Hakena a aussi mentionné que l'indépendance de Bougainville ne pourrait se poursuivre « que si nous sommes financièrement viables » et que le gouvernement de Bougainville traitait de front les défis que comporte le processus de paix.

Pendant ce temps le Leitana Nehan Women's Development Agency, en coopération avec la ministre pour les Femmes Rose Pihei mènent de vastes consultations visant à organiser l'anniversaire commémorant l'adoption de la RCSNU 1325, le 28 octobre à Buka.

Cette activité invitera de nouveau les groupes de femmes des environs de Buka et du continent à participer à cette célébration pour les femmes, la paix et la sécurité.



Lignes directrices : Reportages sur la paix et la sécurité

- 1 Accordez de la valeur aux connaissances, à l'expertise et aux renseignements des réseaux de femmes, particulièrement ceux qui sont reconnus pour leur travail dans les domaines des médias/communications, de la paix et de la sécurité. Consultez-les pour obtenir des commentaires spécialisés.
- 2 Posez la question : « Où sont les femmes? » dans tous les aspects d'un accord de paix, surtout si les femmes ne sont pas visibles ou qu'aucune femme n'a signé l'accord.
- 3 Posez la question : « Qu'est-ce que cela signifie pour les femmes, les filles et les enfants? » Approchez les femmes de la localité qui peuvent apporter une perspective tenant compte du genre au reportage. Il se peut qu'elles ne soient pas visibles dans les groupes organisés, mais elles sont sans aucun doute des participantes actives aux collectifs informels.
- 4 Les femmes ne constituent pas un groupe homogène. Parlez à une diversité de femmes – de différentes classes sociales, origines ethniques, adhésions politiques, etc. Elles ajouteront de la profondeur et de l'intérêt au texte en exprimant divers points de vue. Il s'agit d'une stratégie qui permet aussi de vérifier si l'accord intègre réellement les requêtes de toutes les parties prenantes.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

Conseil de sécurité des Nations Unies, *Rapport du Secrétaire général sur les femmes et la paix et la sécurité*, 2010.

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/598&referer=http://www.unwomen.org/fr/2011/10/un-secretary-general-releases-report-on-women-and-peace-and-security/&Lang=F

FemLINKPACIFIC. *Policy for Peace in Our Region*, 2011. <http://www.femlinkpacific.org/fj/index.cfm?si=main.resources&cmd=forumview&cbegin=0&uid=menuitems&cid=159>.

Institute for War & Peace Reporting (IWPR). *Reporting for change: A handbook for local journalists in crisis areas*. IWPR, 2004. http://iwpr.net/sites/default/files/iwpr_training_manual_english.pdf; http://iwpr.net/sites/default/files/iwpr_training_manual_arabic.pdf.

Nations Unies. « Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies » [http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325\(2000\)-F.pdf](http://www.un.org/womenwatch/ods/S-RES-1325(2000)-F.pdf) . http://www.iwrc.org/1325_word.pdf (version simplifiée en anglais).

Teeple, Danika, Sarah Macharia, et Philip Lee. *The No-Nonsense Guide to Communicating Women and Peace and Security*. Toronto: Association mondiale pour la communication chrétienne, 2010. <http://www.waccglobal.org/images/stories/Resources/nng-women-peace.pdf>.

7. Politique et gouvernement : Reportages sur les femmes assumant des charges publiques

Quand il s'agit des questions de politique et de gouvernance, le nom de plusieurs hommes de pouvoir qui pourraient être interviewés ou cités viennent facilement à l'esprit. Cependant, dans le contexte mondial actuel, il ne manque pas de femmes en position de pouvoir qui pourraient aussi être consultées pour qu'elles s'expriment, donnent leurs points de vue ou des conseils experts.

La pratique journalistique tend à construire des histoires reposant sur des conventions ou des stéréotypes qui reproduisent les normes culturelles traditionnelles ou encore qui amplifient les iniquités dans les relations de pouvoir. Par ricochet, cette situation projette aux auditoires des représentations de femmes et d'hommes qui sont dans les faits étrangères aux réalités d'aujourd'hui.

Qui plus est, lorsque les femmes paraissent en public en raison de leur participation politique ou de leurs habiletés de leadership, elles sont fréquemment décrites comme ayant des comportements masculins qui leur permettent de demeurer dans ces positions de pouvoir.

Il est essentiel que les reportages sur le domaine politique et sur les gouvernements adoptent une vision d'équité et intègrent une perspective tenant compte du genre, sans perdre de vue le sujet abordé. On ne doit pas négliger la nécessité d'intégrer une perspective tenant compte du genre; dans plusieurs cas, le contenu médiatique est clairement élaboré pour un auditoire masculin, même si la population qui consulte le contenu est majoritairement composée de femmes.



Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage suivant.

Título:	« Cristina Kirchner et son itinéraire dans les labyrinthes du pouvoir » <i>Active sur la scène politique depuis sa jeunesse, la présidente a atteint le sommet; la vie intense d'une femme qui a vécu les oscillations de la politique</i>
Reportero:	Lucrecia Bullrich
Apareció publicado en:	LA NACION, Argentine. http://www.lanacion.com.ar/1413464-cristina-kirchner-y-su-recorrido-por-el-laberinto-del-poder
Fecha:	11 octobre 2011.

Quand Alberto Fernández parle de Cristina et Néstor Kirchner en tant que couple, il change d'expression. Il énonce son verdict : « De toute ma vie, je n'ai jamais vu deux personnes aussi amoureuses. » La nostalgie et la tristesse marquent le récit (et son regard) alors qu'il se remémore son amie.

En tant qu'ex chef de cabinet des ministres, Fernández a suivi de près ce couple qui, dans la vie comme en politique, a servi à titre de présidents et d'époux. Il était aussi l'un des protagonistes de l'émergence de Kirchnerism, le gouvernement de Santa Cruz et de la transition entre ces deux personnages à la présidence argentine. Il était un

acteur clé sous leurs deux administrations. Il les a vus exercer le pouvoir. Ils les a vus coexister dans la vie, comme en politique.

C'est dans ce contexte que Fernández a évoqué Cristina Kirchner avec LA NACION. Dans ses propos, on sent tout à la fois l'affection, le respect et la déception. Il n'hésite pas à la décrire comme une femme brillante, décisive et courageuse. Il ne se retient pas de parler de sa capacité de moins en moins évidente à écouter « différentes opinions », une habileté soutient-il qui n'a jamais quitté Kirchner.

Victor Bugge est photographe attitré à la présidence depuis 1978. En riant, il admet qu'il « aime voir une femme donner des ordres » et que l'arrivée de Cristina Kirchner à la Casa Rosada [la résidence présidentielle en Argentine] représentait un immense défi.

«Après avoir photographié 14 hommes, j'ai dû commencer à voir les choses autrement. C'était un réel défi », affirme l'un des rares hommes à suivre la présidente dans tous ses déplacements.

Tout comme Alberto Fernández jusqu'au milieu de 2008, Bugge est un témoin quotidien auprès de Cristina Kirchner, à travers le filtre à la fois distant et rapproché qu'offre une lentille de caméra. Il a accès à des pans de la vie privée de la présidente, comme son attention bien connue pour l'esthétique personnelle ou encore les dimensions de sa vie de famille. Parallèlement, il la photographie dans toutes ses fonctions officielles. De cette situation, certains clichés notoires et inoubliables ont émergé, comme cette photo de la chef d'état près du cercueil de Néstor Kirchner, le 28 octobre 2010.

Fernández et Bugge connaissent des facettes très différentes de la personne publique qu'est Cristina Kirchner. Mais leurs anecdotes coïncident en plusieurs points, parmi lesquels la manière très particulière dont la présidente et son mari vivaient leur union.

[...]

Le reportage se poursuit en racontant la vie, l'éducation, l'accumulation de la fortune et la vie de famille de la présidente Cristina Fernández de Kirchner. Elle est décrite comme une personne « *qui ne s'est jamais résignée à demeurer dans l'ombre, là où la politique tend à reléguer les femmes. Elle le fait dans une perspective souvent critiquée reposant sur une riposte personnelle à sa condition de femme. Elle combinait son rôle en tant que législatrice avisée, à son rôle de mère attentive, de Première dame sans compromis, d'épouse aimante et de présidente déterminée, à celui de femme fragile frappée par la mort soudaine de son partenaire* ». Le reportage évoque sa vie en tant que législatrice, son élection à la présidence en 2007, les controverses entourant son administration, sa défaite aux élections de 2009, le décès de son mari toujours en 2009 et sa réélection en 2010, pour un mandat de cinq ans.

L'article est accompagné d'une compilation de photos et de clips vidéo de la présidente, avec une narration en voix-off. Plus loin sur la page, on trouve une grande photo d'elle appliquant du rouge à lèvres devant un miroir.

Analyse

L'article traite de la carrière politique de l'actuelle présidente de l'Argentine, Cristina Fernández, au moment des élections présidentielles pour lesquelles elle était à nouveau candidate du parti au pouvoir. Cependant, pour parler de Cristina,

le journaliste évoque constamment son mari et ancien président Néstor Kirchner. Même si elle a occupé des fonctions importantes, elle est décrite dans le contexte de sa relation avec son mari et son succès est attribué à l'influence de son époux. Dans l'article on les compare constamment. On emploie des termes associés à la masculinité, comme « décisive » et courageuse » pour la décrire.

Dans sa description de la *Casa Rosada*, le photographe insiste pour dire qu'il a été frappé de voir une femme donner des ordres, sous-entendant que c'était inimaginable et un geste qui ne peut être posé par les femmes. Le journaliste n'approfondit pas les commentaires du photographe à l'effet que l'arrivée de la présidente dans la résidence représentait un « défi »; il rate alors l'occasion de découvrir ce qui, selon l'interviewé, distingue la présidente Fernandez des autres leaders. Par surcroît, la photographie choisie pour l'article ne reflète pas son activité politique, mais plutôt une femme qui se maquille.

La journaliste met en évidence son rôle au sein de la famille et le contraste entre son personnage public et privé, comme si elle était deux personnes complètement différentes. Lorsqu'elle mentionne les charges publiques dont elle a été responsable, elle évoque à peine les années où elle a servi comme membre du Congrès et du Sénat, alors qu'elle souligne l'itinéraire complet de l'ancien président.

En dernier lieu, la journaliste fait référence à la présidente en utilisant son prénom – une manière familière et informelle – tandis que pour son mari, elle utilise plutôt son nom – une façon plus respectueuse et formelle.

Il s'agit ici d'une immense occasion ratée de rédiger un article tenant compte des dimensions de genre. Pourquoi la journaliste ne questionne-t-elle pas la présomption que les femmes soient reléguées à l'arrière-plan sur la scène politique? Comment les relations entre les femmes et hommes ont-elles changé depuis l'ascension d'une femme à la plus haute marche du pouvoir politique au pays?

Les préjugés sexistes persistent dans le domaine de la création de commissions législatives et dans les nominations au cabinet et autres échelons de haut niveau. Plutôt que d'illustrer ces disparités, la journaliste fournit des chiffres qui camouflent cette réalité, ratant ainsi l'occasion de porter un regard critique, tenant compte du genre.

Il y a tant de façons de décrire la vie ou la carrière d'une femme à titre de chef de file politique. Cet exemple manifeste clairement une absence de sensibilité à l'égard des dimensions de genre.

Questions pour analyse et débat

De quelle manière la journaliste fait-elle référence aux femmes et à leur relation au pouvoir?

- La journaliste fait-elle les mêmes observations pour les deux sexes?
- La journaliste emploie-t-elle un langage inclusif?
- Quels traits de personnalité sont-ils mis en évidence chez les femmes? Chez les hommes?
- Fait-on référence également aux hommes et aux femmes?
- L'article reproduit-il les stéréotypes ou les conteste-t-il?
- Quelles sont les répercussions possibles de l'approche de la journaliste sur les femmes et les hommes et sur les relations entre les sexes?



Point de mire : Faits, tendances et répercussions de la couverture médiatique portant sur les femmes au gouvernement

Pour améliorer la pratique journalistique, la rendre plus inclusive et diversifiée, il faut adopter des formes de journalisme et de rédaction critiques, en débutant par les principes suivants :

- La société a mis beaucoup de temps à prendre au sérieux les luttes pour les droits des femmes. L'absence de considération envers l'histoire et les progrès nuisent à la compréhension et à l'accès des femmes aux charges publiques, particulièrement aux postes de haut niveau de présidente ou de première ministre.
- Les femmes ont commencé beaucoup plus tard que les hommes à assumer des charges publiques et politiques. Cela est dû au retard à définir les femmes comme des sujets ayant des droits et à reconnaître leurs capacités en matière de prise de décision et leurs compétences pour occuper des postes professionnels et de leadership.
- L'un des facteurs les plus récurrents dans les entrevues ou les articles sur les femmes porte sur la manière dont elles équilibrent leurs tâches domestiques, tout en occupant des fonctions politiques. Voilà comment les journalistes rappellent aux femmes qu'elles doivent combler les attentes de la société à leur égard, comme mères, épouses et soignantes de la famille. Pour les hommes, les normes sont indubitablement distinctes : on ne leur pose pas de question sur la paternité ou sur ce qu'ils font pour assumer leurs responsabilités familiales.
- Les journalistes devraient porter attention à la façon dont ils décrivent les femmes et les hommes afin de ne pas commettre l'erreur d'utiliser des stéréotypes qui renforcent les iniquités culturelles entre les femmes et les hommes. Les itinéraires menant aux postes les plus élevés sont variés et les stéréotypes pourraient masquer les véritables parcours des individus qui occupent de hautes fonctions publiques.
- Le fait de prétendre que les hommes devraient traiter des questions « sérieuses » comme la politique et le gouvernement contribue à l'absence des voix féminines sur les sujets abordés, menant à un manque de diversité dans les positions et les propositions avancées. Nombre de femmes sont d'actives participantes dans le domaine des recherches universitaires et d'enjeux dits « sérieux ». Elles font partie d'un bassin d'expertise duquel on peut tirer parti pour des entrevues ou encore des citations.
- La masculinisation de certains traits de caractère et les continuelles mentions des hommes au pouvoir restreignent les occasions d'action pour les femmes. Cela laisse entendre que les femmes doivent adopter des comportements associés à la masculinité pour devenir des décideuses, comme s'il s'agissait de la seule façon de participer au pouvoir ou de l'exercer.
- Lorsqu'on mentionne le rôle d'une chef de file dans sa famille ou dans sa vie privée, on lui rappelle les absences ou les erreurs qui touchent le développement « normal » d'une famille et ce qu'on attend d'elle. Simultanément, on lui sert un avertissement sur les limites de l'avancement qui lui sont offertes.
- Les reportages des médias sur les femmes en politique tendent à mettre l'accent sur des détails comme le style de vêtement, la diète et l'apparence physique, une approche qui les rend triviales, dénigre leur travail dans leurs fonctions et minent leur crédibilité.



Lignes directrices : Reportages sur la politique et les gouvernements

- 1 Évitez de décrire les personnes en politique dans le contexte de leur vie familiale et privée. Il n'est pas nécessaire de parler du rôle d'une personne dans sa famille ou de la manière dont elle accomplit ses tâches domestiques lorsqu'on veut parler d'une personne qui possède les capacités et le professionnalisme qui l'ont menée à une charge publique.
- 2 Ne mentionnez pas que la politique est un domaine réservé aux hommes de sorte à justifier la nécessité de masculiniser les femmes en position de pouvoir ou à reproduire le stéréotype selon lequel la politique est la chasse-gardée des hommes.
- 3 En général et lorsque vous faites référence à des personnes occupant des charges publiques, employez le nom de famille et le poste à *la fois* pour les femmes et les hommes.
- 4 Cherchez à connaître les opinions de leaders, femmes et hommes, sur des sujets qui ont de plus grandes répercussions sur les femmes, compte tenu que les leaders masculins ont aussi la responsabilité de décider et de légiférer sur ces questions. Ces sujets touchent l'ensemble de la société, non seulement la moitié féminine de la population.
- 5 Lorsque vous écrivez à propos de la vie d'une leader politique, élargissez vos horizons pour examiner son parcours dans les mouvements sociaux, les syndicats, les organisations communautaires et les associations professionnelles. Plusieurs femmes ont emprunté cette route vers la vie en politique publique.
- 6 Les images des femmes assumant des charges publiques devraient refléter leurs activités publiques et respecter leur rôle, évitant de révéler des détails inutiles comme le style vestimentaire, le maquillage et d'autres renseignements qui n'ont rien à voir avec leurs responsabilités ou leur rendement professionnel.
- 7 Éliminez les qualificatifs ou les mots ayant des connotations stéréotypées, par exemple bipolaire, hystérique, folle, sorcière, vieille, dame de fer, douce, forte et hommasse.
- 8 Veillez à ce que vos reportages sur la politique reposent sur les comportements et les actions de la personne qui sont associés à la question abordée. Il peut être contreproductif de mettre l'accent sur le ton de voix d'une femme ou la manière dont elle s'exprime.
- 9 Familiarisez-vous avec les organisations sociales et les regroupements de femmes de votre localité qui militent pour l'accès des femmes aux droits politiques ou à la représentation citoyenne et qui étudient ces questions.
- 10 Présentez des statistiques sur le nombre de femmes qui occupent des postes politiques importants et sur les initiatives qu'elles ont proposées.
- 11 Exposez les thèmes à propos desquels la participation politique des femmes est la plus courante, en plus de sujets ou d'espaces qui continuent d'être réfractaires aux femmes, par exemple les postes qui n'ont jamais été occupés par une femme.
- 12 Rehaussez vos connaissances des cadres législatifs et juridiques sur la participation politique des femmes et sur leur accès aux postes électifs.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

Ahmar, Tasneem. *Engendering politics through media: a media manual for gender sensitive reporting on women and political participation in Pakistan*, Islamabad: UKS – Un centre de recherche, de ressource et de publications sur les femmes et les médias, 2009.

Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género. *Informe Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género*, 2008. http://www.humanas.org.co/archivos/informe_regional_de_derechos_humanos.pdf.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ECLAC). *Estadísticas para la equidad de género: Magnitudes y tendencias en América Latina*. <http://www.eclac.cl/publicaciones/xml/2/29382/Estadisticasequidadgenero.pdf>.

Madrid, Sergio Ocampo. *Manual de reportaría política con enfoque de género*. Mesa de género de la cooperación internacional en Colombia, 2009.

ONU Femmes. *Sistemas de Información Estadística Electoral con Perspectiva de Género*. <http://www.un-instraw.org/es/ggpppl-phase-1/news/informe-sistema-de-informacion-electoral-con-enfoque-de-genero.html>.

Portraying politics: A toolkit on gender and television. Portraying Politics Project Partners, 2006.

Santoro, Sonia et Matilde Michianie. *Política en los medios*. Buenos Aires: ARTEMISA, 2012. (vidéo).

8. La violence à l'égard des femmes : Reportages sur la violence sexuelle

Selon le *Dart Centre for Journalism and Trauma*, « Les reportages sur la violence sexuelle exigent une attention particulière et une sensibilité accrue en matière d'éthique. Ils requièrent des habiletés d'entrevue spécialisées, une bonne compréhension des lois et une conscience de base à l'égard des répercussions psychologiques des traumatismes. » À tous les niveaux et sur tous les sujets entourant le reportage, on doit être particulièrement sensible à l'exercice d'un journalisme éthique qui conteste les stéréotypes et présente une vision du monde plus équilibrée et équitable. Cependant, dans les situations où l'on rapporte des incidents violents à l'égard des femmes, y compris la violence sexuelle, la responsabilité est d'autant plus importante. En effet, tout reportage ne brisant pas le silence qui entoure fréquemment ces actes criminels de viol, d'agression et de meurtre, soutient le statu quo qui minimise et justifie les répercussions de la violence en plus de mettre en danger les femmes de partout au monde.



Exemple : Analyse d'un reportage

Examinez le reportage suivant.

Título:	« Lara Logan, reporter de CBS et 'It Girl' en zone de guerre, violée à répétition pendant une célébration en Égypte »
Reportero:	Simone Wilson
Apareció publicado en:	LA Weekly Blogs (blogues des journalistes) http://blogs.laweekly.com/informer/2011/02/lara_logan_raped_egypt_reporte.php
Fecha:	16 février 2011

[...]

Nouvelle de dernière heure : *Le 11 février dernier, la journaliste télé sud-africaine, Lara Logan, reconnue pour sa grande beauté et ses audacieuses tactiques pour s'immerger dans le feu de l'action, a été brutalement violée à répétition alors qu'une foule de 200 personnes célébrait la démission du président égyptien Hosni Moubarak en poste depuis 30 ans.*

Logan était à la place Tahrir avec son équipe de l'émission « 60 Minutes » lorsque l'annonce de la démission de Moubarak est survenue. Puis, sous l'impulsion d'une exaltation frénétique, certains protestataires égyptiens ont apparemment consommé leur nouvelle indépendance, en agressant sexuellement la blonde journaliste :

CBS News rapporte « qu'elle et son équipe ainsi que les membres de la sécurité ont été entourés par des éléments menaçants au sein de la célébration. » Puis l'horrible agression :

À la suite du mouvement de foule, elle a été séparée de son équipe. Elle a été entourée, a subi de brutales agressions sexuelles et a été battue avant d'être secourue par un groupe de femmes et quelque 20 soldats égyptiens. Elle a repris

contact avec l'équipe de CBS, est retournée à son hôtel et est rentrée aux États-Unis en prenant le premier vol du matin suivant. Elle récupère actuellement dans un hôpital.

Logan, 34 ans, s'attaque depuis longtemps aux reporters de type « Hollywood » qui lénifient la violence perpétrée à l'étranger tout en se servant de sa beauté hollywoodienne et de sa renommée pour promouvoir un agenda plus percutant.

[...]

Analyse

Les journalistes se tournent de plus en plus vers les blogues, ces plateformes faciles d'accès qui leur permettent d'intégrer des commentaires à leurs reportages. L'article paraissant dans le blogue d'une journaliste a été sélectionné pour l'analyse parce qu'il met en lumière les pièges d'une approche traditionnelle dans les reportages sur la violence à l'égard des femmes.

Sexisme, objectification et blâme de la survivante : D'emblée, à cause du titre, « ...'It-girl' des zones de guerre », et de la photo glamour accompagnant l'article, nous savons à quoi nous attendre. L'article entier est parsemé de références à l'apparence de Logan, d'objectification : « grande beauté », « le pétard de 60 Minutes », « blonde reporter », « beauté hollywoodienne », « beauté intrépide », et « filles qui tombent du côté de la splendeur », laissant entendre qu'en tant que « beauté », elle est en quelque sorte responsable de la brutalité et du viol à répétition. Or, l'article prétend à une certaine conscience : « nous connaissons nos droits » et « Logan n'est pas à blâmer pour le viol », tandis que l'auteure reproduit des commentaires biaisés et salaces cités dans un autre journal alléguant des aventures antérieures.

Violence sexuelle, tabous et désinformation : Logan, en tant que personnalité publique, peut faire l'objet d'autres abus puisqu'elle est perçue publiquement comme une personne ayant une « vie sexuelle ». Cette situation engendre plusieurs niveaux de tabous sociétaux (courriers et discours haineux), où survient fréquemment un recul. La rétroaction du lectorat disponible sur les plateformes en ligne, illustre la manière dont l'approche traditionnelle en matière de reportage peut susciter encore plus de violence, se nourrissant d'une vision du monde qui perçoit la violence fondée sur le genre comme une situation « normale ». Pour ce qui est de cet article, les commentaires du lectorat suggèrent que la violence sexuelle est acceptable (« ...Je la violerais certainement »). Le ton de l'article est un mélange subtil de titillation indécente et de désinformation issues du choix des mots. Le double message que renvoie l'emploi du mot « consommé » associé à la violence sexuelle à laquelle Logan a survécu, fait naître des images de lunes de miel et de nouvelles mariées encore vierges; notions absolument contraires à la réalité de l'agression qui devient l'expression attendue et « normale » de la sexualité.

Sanctionner les survivants, et les femmes en particulier : L'article contient un autre piège classique du reportage sur la violence à l'égard des femmes lorsqu'on y fait référence à une autre publication qui qualifie Logan de « folle » parce qu'elle est retournée au Moyen-Orient, soit celui de suggérer que les activités des femmes doivent être limitées. Il est beaucoup trop facile de défendre les points de vue culturels et intrinsèquement sexistes qui persistent actuellement en suggérant que

si une femme n'avait pas été engagée dans des activités qui seraient habituelles pour les hommes (dans cette situation, le fait de travailler), ou avait été vêtue différemment ou s'était comportée d'une certaine façon, elle n'aurait pas été agressée. Pour faire en sorte de ne pas imposer de restrictions injustes aux femmes, on doit avoir une meilleure raison d'inclure des détails sur l'habillement, les manières ou les comportements, qu'une simple subordination à la conformité culturelle. Il est de la responsabilité du journalisme éthique de contester ces mythes tout à la fois répandus et dissimulés.

En dernier lieu, l'article soulève des questions liées au traitement éthique et à la sécurité des journalistes féminines. En tant que femmes, elles courent les mêmes risques que toutes les autres femmes, auxquels s'ajoutent les risques non négligeables de la profession elle-même. Ironiquement, alors que la couverture de presse de l'agression de Logan a eu pour effet de lui faire subir encore plus d'abus par la voie des commentaires et de la presse, elle a aussi ouvert la porte à la question de la violence sexuelle perpétrée envers les journalistes. Selon le Comité pour la protection des journalistes, bien peu de ces cas ont été documentés, mais aujourd'hui le silence est brisé. « *Plusieurs des agressions relèvent de trois catégories : le viol ciblé de journalistes en particulier, souvent à titre de représailles suivant leur travail; la violence sexuelle au sein de foules envers les journalistes qui couvrent des événements publics; et l'agression sexuelle de journalistes en détention ou en captivité. Bien que les femmes représentent la majorité des cibles, les journalistes masculins sont aussi agressés, la plupart de temps alors qu'ils étaient en captivité ou en détention.* » (Consulter la page *Bibliographie et sources de références supplémentaires* pour connaître des organisations qui publient des lignes directrices relatives à la sécurité des journalistes féminines).



Point de mire : Les défis de couvrir la violence à l'égard des femmes

Langage : La couverture de la violence à l'égard des femmes comporte de nombreux risques. En outre, pour respecter les lignes directrices en matière d'éthique il faut avoir conscience des répercussions du langage, de ses messages sous-jacents, et manifester une volonté d'éviter la précipitation causée par les délais de plus en plus courts qu'exigent les médias modernes. Ce n'est pas tâche facile; plusieurs des expressions et des phrases consacrées soutiennent un statu quo déséquilibré et nuisent au changement dans la façon de penser des sociétés et dans le traitement réservé aux personnes survivantes. Il peut s'agir d'expressions trompeuses (la violence sexuelle ne devrait jamais être associée au sexe – c'est un geste violent et un abus de pouvoir); qui culpabilisent la personne survivante (« elle est allée se faire violer »); qui évitent de placer la responsabilité de l'agression sur la personne qui la commet; ou qui suggèrent que les individus commettant l'agression ne semblent pas être des hommes « normaux ». Dans les pires cas, sur le plan de la violence sexuelle, la personne survivante est fréquemment jugée à l'aide de langage dramatique (par ex. « *transie de peur* »), laissant entendre que les femmes doivent exprimer le traumatisme d'une certaine manière pour être des victimes « adéquates ». Or, cela va à l'encontre des opinions les plus répandues à l'égard des répercussions des traumatismes, soit que chaque personne réagit à sa propre manière. Par conséquent, il est essentiel de compter sur les faits exacts, mais aussi

d'être précis, d'offrir des points de vue qui transcendent les mythes populaires et de ne pas employer d'euphémismes ou de raccourcis. L'utilisation du langage est abordée dans la section des *Lignes directrices* paraissant plus loin.

Contexte : Il n'est pas question d'utiliser la religion, la culture ou le lieu géographique pour justifier quelque forme de violence que ce soit; toute violence est inexcusable. Il faut plutôt reconnaître les conséquences de la façon dont est construit le reportage et les éventuels risques imposés à la personne interviewée, aux gens qui la soutiennent et à la journaliste elle-même. Les personnes survivantes et les témoins ont droit au respect et à la vie privée, mais surtout à la sécurité. Il importe que la journaliste s'éduque de sorte à protéger la vie et le bien-être des personnes qu'elle questionne et avec qui elle travaille. On minimise fréquemment la violence à l'égard des femmes ou ses contrecoups. Pourtant, les recherches révèlent de graves répercussions sur la santé mentale et physique des personnes survivantes et ce, tout au long de leur vie. Lorsque la nouvelle est rendue publique, le travail de la journaliste devrait reposer sur la conscience et la sensibilité face aux risques que courent la personne survivante et son réseau d'appui. À l'échelle locale et internationale, les organisations de femmes, les organisations non gouvernementales ainsi que les associations et syndicats de journalistes représentent de bonnes sources d'information sur les risques, les dangers et les menaces aux personnes survivantes, ainsi que sur le contexte culturel.



Lignes directrices : Reportages sur la violence (sexuelle) à l'égard des femmes¹

- 1 Langage précis : Encadrez la violence et la violence sexuelle à l'aide d'un langage précis. Le viol n'est pas une activité sexuelle, non plus qu'une 'relation éphémère'; il s'agit d'un crime violent ayant des conséquences néfastes. La violence sexuelle et la violence à l'égard des femmes ont été définies comme des violations des droits humains, mais aussi comme crimes contre l'humanité, que ce soit en temps de guerre ou de paix². Peaufinez vos connaissances des cadres juridiques entourant ce crime et employez une terminologie qui conteste les mythes ayant tendance à édulcorer la violence.
- 2 « Survivante » ou « victime »? : L'emploi du mot « victime » présuppose la connaissance des incidences du traumatisme auquel la personne a survécu et présume que la femme est, et était, impuissante. Le mot lui-même estompe toute possibilité pour la femme de résister, de ne pas accepter que la violence soit normale et attendue, de chercher de l'aide et de survivre. En revanche, l'emploi du mot « survivante » évoque la vie après l'agression, ne définit pas la femme en fonction d'un seul événement de son parcours et met en lumière sa capacité de prendre le contrôle et de faire des choix à l'avenir.
- 3 Questions de respect et de vie privée : Plusieurs survivantes peuvent ressentir la culpabilité, la honte ou la détresse en racontant les événements. Identifiez-vous clairement en tant que journaliste et expliquez le contenu de votre reportage; il importe d'établir un lien de confiance. Il est aussi impératif d'informer les personnes interviewées de leur droit de refuser de répondre à une question et du fait qu'elles peuvent être accompagnées d'autres personnes qui les soutiennent. Si possible, l'interviewer devrait être une femme possédant une certaine connaissance des répercussions du traumatisme. Par exemple, il arrive que certaines survivantes de violence sexuelle aient des souvenirs entremêlés ou encore qu'elles ne se souviennent pas de certains événements parce qu'elles ne peuvent composer avec la gravité des gestes posés. Si vous avez offert l'anonymat, respectez-le et pensez à masquer les éléments identifiables, comme un emploi ou un lieu (voir la ligne directrice 9).
- 4 Questions de sécurité : Dans certains cas, le fait de parler à une journaliste peut poser des risques pour une femme (voir ligne directrice 9). Rappelez-vous que vous pourriez mettre une personne en danger en l'approchant. Dans certaines situations, le fait d'admettre le viol peut mener au rejet de la communauté, aux représailles ou même à la mort. Portez attention aux risques lorsque vous choisissez un moment et un lieu pour les entrevues. Les organisations de femmes locales, les organisations non gouvernementales et les agences de presse peuvent vous fournir des renseignements sur le contexte et les dangers que posent les témoignages publics. De plus, n'oubliez pas que la violence sexuelle peut avoir des incidences plus vastes sur les membres de la famille, les communautés et les témoins.

1. Il est toujours utile de consulter les organisations locales, qui auront rédigé l'information selon un contexte culturel plus précis qu'il n'est possible de le faire ici. Les quelques lignes directrices ont été compilées à partir d'une gamme de sources, mais principalement de la FIJ et des feuillets de conseils publiés par le *Dart Centre* (voir la bibliographie).

2. La Cour pénale internationale (CPI) estime que toute forme de violence sexuelle grave et largement répandue est un crime contre l'humanité.

- 5 Faites votre recherche : La désinformation est perpétuée par une recherche inadéquate. Par exemple, les médias de l'Ouest mettent souvent l'accent sur « les périls étrangers » alors que dans les faits, la majorité de la violence sexuelle (en temps de paix) est perpétrée par des gens que la survivante connaît; on traite aussi de la violence familiale comme s'il s'agissait d'un incident isolé. Contestez ces mythes en réalisant des recherches pour que le reportage repose sur une base adéquate et factuelle et sur un contexte servant à éduquer l'auditoire à l'égard de la réalité.
- 6 Ne nourrissez pas les points de vue sexistes : Ne suggérez d'aucune façon que la survivante est à blâmer ou ne donnez pas de conseils qui limitent les activités, la tenue vestimentaire ou les comportements d'une femme. Évitez le langage dramatique, comme « sans défense », « leurrée » et « un destin pire que la mort », puisqu'il perpétue les stéréotypes associés aux femmes, comme le fait d'être crédules. Ne posez pas de jugement fondé sur la réaction de la femme ou encore à son niveau de récupération. Il importe de démontrer que les femmes peuvent récupérer et qu'il n'existe aucune réaction « normale » à une situation anormale. Respectez la diversité des femmes.
- 7 Racontez l'ensemble de l'histoire, mais sans commentaires gratuits : Ne glorifiez pas les détails sordides. Il importe de placer l'événement dans son contexte, à la fois sur le plan de la communauté ou du lieu et sur celui de la femme. Présentez les femmes comme des êtres humains à part entière, qui avaient une vie avant l'événement, et qui ont une vie après l'événement.
- 8 Jetez les projecteurs sur les auteurs des crimes : Il est trop fréquent que l'auteur du crime soit absent ou relativement invisible. Les femmes ne « vont pas se faire violer ». En outre, les médias grand public font références aux violeurs ou aux agresseurs en les qualifiant de « monstres » ou de « maniaques », ce qui laisse entendre qu'ils sont visiblement différents des autres hommes, alors que c'est totalement faux. Dans le domaine de la violence familiale, on excuse souvent l'auteur ou on minimise les agressions.
- 9 Le viol en temps de guerre : Il s'agit de l'un des domaines les plus difficiles à couvrir pour les journalistes. Le plus fréquemment, les viols en temps de guerre ne sont pas signalés par crainte de nouvelles agressions. Il est presque toujours très ardu de vérifier les faits. Par surcroît, on rapporte que la brutalité innommable de cette « arme de guerre » cause des réactions traumatiques chez les journalistes qui couvrent les événements. Soyez sensible au langage, permettez aux personnes interviewées de guider vos choix en matière de terminologie. Usez de prudence si des officiers armés ou d'autres personnes veulent assister à l'entrevue; il se peut qu'ils soient des collaborateurs ou qu'ils connaissent les auteurs des crimes. Ne les confrontez pas puisque cela pourrait avoir des incidences sur la sécurité des personnes que vous interviewez.
- 10 Lorsque possible, fournissez des renseignements sur les organisations vers lesquelles les survivantes peuvent se tourner pour obtenir de l'aide et du soutien.



Bibliographie et sources de références supplémentaires

- AVA Project/NUJ (National Union of Journalists UK and Ireland). *Reporting Guidelines*, à paraître en 2012. www.nuj.org.uk (sous « Equality »).
- Dart Centre for Journalism and Trauma. *Reporting on sexual violence*, Feuillet de conseils, juillet 2011. http://dartcenter.org/files/sexual%20violence%20tipsheet_final_27.08.11.pdf.
- Dart Centre for Journalism and Trauma. Divers feuillets de conseils et fiches d'information sur les traumatismes et le journalisme, la violence familiale et l'autogestion des soins pour les journalistes www.dartcentre.org.
- Fédération internationale des journalistes. *IFJ Guidelines for Reporting on Violence against Women*. <http://www.ifj.org/assets/docs/185/063/c3093b9-8c8e63f.pdf> <http://www.ifj.org/fr/articles/la-violence-contre-les-femmes-comment-mieux-informer-sur-le-sujet>
- Lignes directrices relatives à la sécurité des journalistes féminines en plusieurs langues. www.ifj.org.
- Fondo de Población de las Naciones Unidas (UNFPA). *Comunicación, género y prevención de violencia. Manual para comunicadores y comunicadoras*. Bolivie: UNFPA, 2011.
- Instituto Oficial de Radio y Televisión. *Mujer, violencia y medios de comunicación. Dossier de prensa*. Madrid: RTVE, 2002.
- Inter Press Service. *Reporting gender based violence; A handbook for journalists*. Afrique du Sud : IPS, 2009. http://www.ips.org/mdg3/GBV_Africa_LOWRES.pdf.
- Institut international pour la sécurité de la presse. Guides sur la sécurité destinés aux journalistes. www.newssafety.org.
- Judith Matlof. *Documenting rape in war*, Feuillet de conseils, Dart Centre for Journalism and Trauma, July, 2011. <http://dartcenter.org/content/covering-sexual-violence-in-conflict>.
- Media Monitoring Africa. *Empowering messages: What you should know: Strategic communication and gender-based violence*.
- Periodistas de Argentina por una comunicación no sexista. *Decálogo para el tratamiento periodístico de la violencia contra las mujeres*. Buenos Aires: Periodistas de Argentina en Red - PAR, 2010.
- Wolfe, Lauren. *The silencing crime: Sexual violence and journalists*. Comité de protection des journalistes, juin 2011. <http://cpj.org/reports/2011/06/silencing-crime-sexual-violence-journalists.php>.
- Guide de sécurité des journalistes*, <http://cpj.org/fr/2012/04/guide-de-securite-des-journalistes.php>.
- Women's Rights Division, Human Rights Watch. *Reporting on gender-based violence: A guide for journalists*. Human Rights Watch.

✓ *Liste de contrôle des éditrices**

Est-ce que le reportage :

1. Met en lumière un aspect des relations entre les genres?
2. Présente des données récentes pour l'étayer?
3. Cite une diversité de voix?
4. Fait tous les efforts pour parler aux femmes qui sont invisibles dans les médias?
5. Contestes les stéréotypes sexistes?
6. Reconnaît les différences sur le plan de la race, de l'origine ethnique, de la classe et de l'âge?
7. Emploie un langage inclusif et non sexiste?
8. Emploie des termes et fait référence à des concepts que peut comprendre un public profane?
9. Est assorti d'un contexte, d'une analyse et d'une manchette captivante?
10. Repose sur des entrevues avec des gens plutôt qu'uniquement sur les publications ou d'autres documents écrits?
11. Utilise une perspective tenant compte du genre, d'un bout à l'autre?
12. Demande pourquoi?

Question boni :

Demande pourquoi pas?

* Adaptée de la liste de contrôle de l'IPS pour les reportages couvrant l'objectif du Millénaire pour le développement, de « promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes » (OMD3).

Ressources



Ahmar, Tasneem. *Engendering politics through media: a media manual for gender sensitive reporting on women and political participation in Pakistan*, Islamabad: UKS – A research, resource and publication centre on women and media, 2009.

ARTEMISA Comunicación. *Las 10 P del periodismo de género*, Buenos Aires.

Asia-Pacific Institute for Broadcasting Development, *Broadcasting for All: Focus On Gender*. Malaysia: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2011.

Association Civil de la Azotea. *Manual de las jornadas Hacia un periodismo con conciencia de género: Creando buenas prácticas*. Ciudad de Mar del Plata: Association Civil de la Azotea, 2012.

Comunicación e Información de la Mujer, AC (CIMAC). *Hacia la construcción de un periodismo no sexista*, Mexico: CIMAC, 2009.

Council of Europe. *Toolbox: Journalism training, discrimination and diversity*.

Duarte, Rebeca Oliveira. *Guia de enfrentamento ao racismo na mídia*. Recife: Observatorio Negro, 2011.

Fondo de Población de las Naciones Unidas (UNFPA). *Comunicación, género y prevención de violencia. Manual para comunicadores y comunicadoras*. Bolivia: UNFPA, 2011.

Food and Agriculture Organization of The United Nations (FAO). *Gender and climate change research in agriculture and food security for rural development, Training Guide*, The CGIAR Research Program on Climate Change, Agriculture and FAO, 2012.

Garfias, Gloria Alberti, Claudia Lagos Lira, María Teresa Maluenda Merino and Victoria Uranga Harboe. *Por un periodismo no sexista: Pautas para comunicar desde una perspectiva de género en Chile*. Santiago: OREALC/UNESCO Santiago; Cátedra UNESCO-UDP “Medios de comunicación y participación ciudadana”; Programa de Libertad de Expresión de la Universidad de Chile; Colegio de Periodistas de Chile.

Gender and climate change. Copenhagen: Nordic Council of Ministers, 2009. <http://www.equalclimate.org/filestore/Pdf/DeskstudyGenderandccreport.pdf>.

Gender Links. *Getting it Right: Gender and media in Southern Africa*. Johannesburg: Gender Links, 2004.

Guidelines on gender equality and gender portrayal in the broadcasting media. Malta Broadcasting Authority, 2007.

Institute for War & Peace Reporting (IWPR). *Reporting for change: A handbook for local journalists in crisis areas*. IWPR, 2004.

Instituto Oficial de Radio y Televisión. *Mujer, violencia y medios de comunicación. Dossier de prensa*. Madrid: RTVE, 2002.

Inter Press Service. *Culture, religion and gender – A training manual for the media*. Harare: IPS, 2002.

———. *Gender, HIV/AIDS and rights - Training manual for the media*. Rome: IPS.

———. *Reporting gender based violence; A handbook for journalists*. South Africa: IPS, 2009.

International Federation of Journalists (IFJ). *Getting the balance right: Gender equality in journalism*. Belgium: IFJ, 2009.

ISIS International. *Gender and climate change: Toolkit for women on climate change*. Quezon city: ISIS International, 2012.

Joerger, Cindy and Elaine Taylor, eds. *Gender sensitivity - A training manual*. Paris: UNESCO, 2004.

Madrid, Sergio Ocampo. *Manual de reportaría política con enfoque de género*. Mesa de género de la cooperación internacional en Colombia, 2009.

Media Institute of Southern Africa. *Media advocacy toolkit*. Windhoek: MISA, 2002.

Media Monitoring Africa. *Empowering messages: What you should know: Strategic communication and gender-based violence*.

Mediterranean Institute of Gender Studies. *Gender and media handbook: Promoting equality, diversity and empowerment*. Cyprus: Mediterranean Institute of Gender Studies, 2005.

Morna, Colleen Lowe, ed. *Whose news? Whose views? Southern Africa: Gender in media handbook*.

———. *Gender in media training - A Southern African tool kit*. South Africa: Gender Links.

Periodistas de Argentina por una comunicación no sexista. *Decálogo para el tratamiento periodístico de la violencia contra las mujeres*. Buenos Aires: Periodistas de Argentina en Red - PAR, 2010.

Porras, Lyvia and Silvina Molina, *Manual de género para periodistas: Recomendaciones básicas para el ejercicio del periodismo con enfoque de género* (América Latina Gestión del Conocimiento para la igualdad de género. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo), 183.

Portraying politics: A toolkit on gender and television. Portraying Politics Project Partners, 2006.

Red Mujeres al Aire. *Eje de trabajo – Perspectiva de género*. Guatemala.

Santoro, Sonia and Matilde Michianie. *Política en los medios*. Buenos Aires: ARTEMISA, 2012. (video).

Screening Gender – A training kit for innovation in programme production. Promoting good practice in gender portrayal in television. Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF), Norsk Rikskringkasting (NRK), Sveriges Television Ab (SVT), Oy Yleisradio Ab (YLE), Danmarks Radio (DR).

Son, Johanna, ed. *Gender and Development Glossary. A toolkit for journalists and writers*. Thailand: Inter Press Service Asia-Pacific, 2010. 3rd edition.

Speak up, speak out: A toolkit for reporting on human rights issues. Internews, 2012.

Toolkit for reporting to CEDAW on trafficking in women and exploitation of migrant women workers. Bangkok: Global Alliance Against Traffic in Women, 2011.

Training manual on gender sensitivity and CEDAW. Philippines: Ateneo Human Rights Centre, 2007.

Tuller, David. *Reporting diversity manual*. London: Media Diversity Institute, 2002.

UKS – A research, resource and publication centre on women and media. *A best practices guide on raising women's voices and concerns through radio*. Islamabad:Uks, 2008.

Uks and CIDA. *Gender sensitive media toolkit: Making it easier to report on HIV/AIDS*. Islamabad: UKS – A research, resource and publication centre on women and media, 2007.

———. *Media resource book on HIV and AIDS*. Islamabad: UKS – A research, resource and publication centre on women and media, 2007.

United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). *Gender sensitive reporting*.

United Nations. *Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women*, United Nations, 1979. <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/>.

———. Section J “Women and the Media” in *Platform for Action and the Beijing Declaration*. United Nations, 1995.

Valle, Norma, Berta Hiriart and Ana María Amado. *El ABC del periodismo no sexista, Espacio para la igualdad*. fempress, 1996.

White, Aidan. *To tell you the truth: The Ethical Journalism Initiative*. Brussels: International Federation of Journalists, 2008.

Women and Media in the Euromed Region - Training Manual. Enhancing equality between men and women in the Euromed Region (2008-2011). Brussels: Euromed Gender Equality Programme.

Women’s International Network AMARC-WIN International. *Gender policy for community radio*, Montreal: AMARC-WIN International, 2008.

Women’s Media Watch. *Whose perspective? A guide to gender-aware analysis of the media. Training Manual*. Kingston: Women’s Media Watch, 2011.

Women’s Rights Division, Human Rights Watch. *Reporting on gender-based violence: A guide for journalists*. Human Rights Watch.

World Association for Christian Communication. *Gender-focussed media monitoring tools and methodology*. www.whomakesthenews.org.

———. *Who makes the news? The Global Media Monitoring Project. 2010*. Toronto: WACC, 2010. http://www.whomakesthenews.org/images/stories/restricted/global/global_en.pdf.